



Secrétariat international
francophone pour l'évaluation
environnementale (SIFÉE)



2009 Rapport d'activité 2010



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. RAPPORTS DES ADMINISTRATEURS

2. CONFÉRENCES, COLLOQUES INTERNATIONAUX ET ACTIVITÉS DE FORMATION

- 2.1 Colloque international et École d'été de Niamey-2009
 - 2.1.1 Colloque international sur « Changements climatiques et évaluation environnementale », Niamey-2009
 - 2.1.2 13^e édition de l'École d'été de l'IEPF et du SIFÉE
 - 2.1.3 Reboisement en compensation des émissions de GES liées aux Colloques de Québec-2008 et de Niamey-2009 : réalisation de la première phase
 - 2.1.4 Bilan financier des événements de Niamey-2009
- 2.2 Rencontres régionales d'échanges scientifiques et de consultations
 - 2.2.1 Journée Coopération internationale et évaluation environnementale, Québec, janvier 2010
 - 2.2.2 Journée scientifique à Montréal « RDC : évaluation environnementale en période post-conflits »
- 2.3 Conférences et activités de formations en préparation
 - 2.3.1 Préparatifs de la 14^e École d'été de l'IEPF et du SIFÉE et du 15^e Colloque international sur « Biodiversité et évaluation environnementale », Paris-2010
 - 2.3.2 Accompagnement des réseaux nationaux en évaluation environnementale

3. ANIMATION ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU

- 3.1 Adhésion de nouveaux membres au SIFÉE
- 3.2 Refonte du site Internet du SFIFÉE
- 3.3 Développement de partenariats
 - 3.3.1 Collaboration avec les associations régionales africaines
 - 3.3.2 Implication dans le projet de recherche sur la « Participation citoyenne dans l'évaluation environnementale dans les pays francophones en développement
 - 3.3.3 Attribution de distinctions honorifiques
- 3.4 Comptes rendus des missions de la direction et participation aux rencontres internationales

4. SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

- 4.1 Bilan financier de l'année 2009
- 4.2 Prévisions budgétaires des années 2010 et 2011

5. ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 2010-2011 ET PERSPECTIVES

INTRODUCTION

Ce document présente le rapport d'activité du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) pour la période 2009-2010. Il décrit les principales activités du SIFÉE et expose la gestion financière pour la période de mai 2009 à juin 2010. Il est structuré en cinq (5) points qui sont : le bilan annuel des administrateurs; les conférences et formations réalisées et en cours d'organisation; les actions d'animation et de développement du réseau ainsi que les résultats obtenus; la situation financière de l'organisation; les enseignements et recommandations ainsi que la planification des activités en cours ou prévues pour les années 2010 et 2011.

1. RAPPORTS DES ADMINISTRATEURS

Mesdames et Messieurs les représentants des institutions partenaires du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), je cite : l'IEPF/OIF, UNESCO, MEEDDM (France), l'ACDI (Canada), ACÉE (Canada), MDDEP (Québec), ADEME (France); Mesdames et Messieurs les membres du conseil d'administration du SIFÉE; Mesdames et Messieurs les représentants des organismes membres du SIFÉE, Mesdames et Messieurs les sympathisants du SIFÉE et observateurs,

Rapport du Président du Conseil d'administration

Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup de respect et d'admiration pour l'équipe de Direction du SIFÉE, son Conseil d'administration et l'ensemble de ses membres, que je vous présente le bilan annuel des activités de notre organisation pour la période de 2009-2010. Il s'agit d'une année caractérisée globalement par le passage de la crise financière mondiale qui a secoué plusieurs institutions bancaires, mais aussi des entreprises et des pays. Dans ce contexte, mobiliser des ressources financières pour la réalisation d'activités de renforcement des capacités, de réseautage et de promotion des outils de gouvernance environnementale, n'est pas chose facile. Mais grâce à la pertinence de nos actions, à notre persévérance et à l'engagement constant de nos principaux partenaires, nous avons pu réaliser une bonne partie des activités pour l'année écoulée avec succès.

Avec l'appui des membres du Conseil d'administration, nous avons soutenu les efforts de notre dynamique équipe de Direction, et avons ainsi pu mobiliser des subventions importantes pour les activités de l'année 2010-2011, notamment pour le Colloque et l'École d'été de Paris-2010. Nous avons pu enfin maintenir la santé financière du SIFÉE tout en atteignant nos objectifs d'animation et développement du grand réseau des praticiens francophones en évaluation environnementale, contribuant ainsi à la promotion des outils de gouvernance environnementale et sociale et des principes du développement durable dans l'espace francophone et à l'échelle internationale.

La force d'une organisation internationale comme la nôtre réside dans la vitalité de son membership. Ainsi, je ne saurais trop insister sur le besoin d'un appui constant des organismes membres à travers les cotisations annuelles et autres subventions, et des partenaires financiers et techniques qui soutiennent nos activités phares, dont l'École d'été de l'IEPF et du SIFÉE et le Colloque international en évaluation environnementale. Toutefois, le SIFÉE doit continuer, dans la mesure du possible, à investir aussi des fonds propres pour la réalisation de certaines actions et ce, selon les cas, avec la collaboration des membres ou en réponse, dans la mesure du possible, à des initiatives venant des membres.

À ce sujet, je veux aussi souligner des défis importants auxquels le SIFÉE aura à faire face dans les prochaines années. Ainsi, depuis plusieurs années, nous avons assisté à une présence forte et à un dynamisme sans cesse croissant de nos partenaires africains. Par ailleurs, le SIFÉE qui compte déjà des partenaires fidèles et engagés aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord, devrait pouvoir consolider cette partie du réseau. Des mécanismes sont en marche à cet effet, et la présence régulière et actuelle du colloque annuel en territoire français témoigne en ce sens. D'autre part, des chantiers sont à développer dans la francophonie asiatique et océanienne afin de répondre à des besoins pressants en évaluation environnementale et à évoluer vers une représentation plus large de la francophonie. Au fur et à mesure de cette évolution, le SIFÉE, comme

organisation internationale francophone, aura à adapter sa structure et ses statuts et règlements de façon à permettre à toutes et tous de contribuer à la force de son réseau et d'en bénéficier en retour.

Les membres du Conseil d'administration, appuyés par ceux de l'équipe de Direction, ont poursuivi les actions entreprises par leurs prédécesseurs pour que le SIFÉE assume autant sa vocation de répondre aux besoins particuliers des pays membres de la francophonie que son ouverture internationale permettant le rayonnement de l'expertise francophone et des échanges fructueux. Les rapports cordiaux entretenus avec l' « International Association for Impact Assessment (IAIA) », avec la « West African Association for Environmental Assessment (WAAEA) », le « Secrétariat de l'évaluation environnementale en Afrique centrale », la « Communauté de pratique de l'approche écosanté en Afrique (COPES Africa) » ou encore avec la « *United Nations for Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)* » en sont quelques exemples.

En mon nom personnel et aussi au nom des membres du Conseil d'administration, je profite aussi de cette occasion pour remercier l'équipe du bureau de Direction, à savoir Mme Andrée Lyne ALLAIRE, M Antoni CORMIER, et M. le Directeur général, Karim SAMOURA sans qui nos activités n'auraient pu être tenues et qui assurent un très haut niveau de qualité dont nous pouvons collectivement être fiers. Je désire aussi remercier les membres du Conseil d'administration du SIFÉE, lequel forme une équipe mobilisée, efficace, soudée et solidaire. Ils ont agi avec rigueur, probité et professionnalisme dans l'exercice de leur fonction respective et dans leurs rapports avec l'équipe de Direction. Ils agissent également comme relais, à l'écoute des membres et comme ambassadeurs du SIFÉE. Un merci spécial à notre Président sortant, monsieur Robert Joly du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), Québec-Canada, qui a, depuis des années, soutenus le SIFÉE, sans relâche et avec beaucoup de conviction.

Enfin, en me faisant encore le porte-parole des membres du Conseil d'administration, je remercie l'ensemble de nos partenaires pour leur soutien aux activités du SIFÉE et à la consolidation du réseau des praticiens francophones de l'évaluation environnementale. Ce soutien est une contribution de plus à la promotion des outils de gouvernance environnementale et sociale pour l'atteinte des objectifs de développement durable.

Rapport du Directeur général

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de vous présenter le bilan annuel des activités de notre organisation pour la période de 2009-2010. L'année 2009-2010 a permis une fois encore de contribuer à :

- l'accroissement de la visibilité et de la notoriété du SIFÉE au plan international, qui s'est traduit par la mobilisation de nouveaux partenaires de renommée internationale (l'« UNESCO », la « FAO », la « BOAD » (Banque Ouest Africaine de Développement), le « Centres de Recherche pour le Développement International » (CRDI) et le « *Department for International Development* du Royaume-Uni » (DFID) à travers leur programme « *Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique* », le Programme « Écosanté/CRDI-Dakar », l'« Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à travers son programme « PRIECSA », les centres de recherches régionaux et internationaux en Afrique (AGRHYMET/CILLS, ACMAD), les grandes entreprises et multinationales telles que Rio Tinto-Alcan, le Groupe AREVA, etc.) et le renouvellement de l'engagement des partenaires traditionnels (IEPF/OIF, MDDEP (Québec), ACÉE (Canada), ACDI (Canada), Hydro-Québec (Québec), MEEDDM (France), ADEME (France), etc.);
- la contribution au succès scientifique et financier du Colloque et de l'École d'été de Niamey-2009 (le Colloque de Niamey-2009 a mobilisé la participation de près de 200 participants et généré un surplus financier important);
- la régularisation de la collaboration avec l'IEPF et la pérennisation des activités phares du SIFÉE, à savoir l'École d'été et le Colloque : l'IEPF s'est engagé par écrit à financer ces événements pour les 4 prochaines années, soit jusqu'en 2013;
- la démultiplication des activités régionales : Journée « *Coopération internationale et évaluation environnementale* » tenue à Québec le 21 janvier 2010 et la Journée scientifique sur « *l'ÉE en situation post-conflits en RDC* » tenue le 26 mai 2010 à Montréal;

- la mise en place d'un programme de formation de formateurs et d'appuis aux réseaux nationaux en ÉE dans les pays d'Afrique francophone (la production d'un cd-rom de synthèse des Écoles d'été de l'IEPF et du SIFÉE et la préparation de l'atelier régional sur la formation de formateurs à Ouagadougou, s'inscrivent dans ce cadre);
- l'initiation d'actions permettant au SIFÉE de fournir des services aux membres du SIFÉE (répertoire des membres du SIFÉE, site Internet);
- l'adhésion massive de nouveaux membres au SIFÉE et la mise à jour des cotisations de membres pour la plus part des membres actifs ;
- l'obtention d'accords pour plusieurs conventions de collaboration avec des partenaires de terrains.

Il convient de mentionner que le point faible cette année réside dans le retard accusé dans la finalisation du site Internet. Des dispositions seront prises pour corriger cette situation rapidement.

En termes de perspective, même si un certain retard a été pris concernant la mise en opération de notre nouveau site Internet, sa mise en fonction prochaine va nécessiter la production continue d'informations, de données et de documents spécialisés à mettre en ligne. Dans ce cadre, la mise en ligne de fiches de présentation des institutions membres du SIFÉE, l'élaboration et la diffusion de répertoires sur les compétences renforcées en évaluation environnementale et sur les ressources dans les pays, la production de guides et manuels pédagogiques, sont des actions à mener dans les prochaines années. Elles permettront de faire du SIFÉE un cadre de référence en matière d'échanges d'expériences, de renforcement des capacités et de développement et de partages des outils d'évaluation environnementale.

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des membres et sympathisants du SIFÉE et des personnes ressources du réseau, la dynamisation de la collaboration avec les universités et centres de recherche (mise à disposition d'étudiants stagiaires et agents de recherches, implication dans les groupes de travail, contribution à des publications scientifiques), est nécessaire.

Je ne peux terminer cette intervention sans remercier mes collaborateurs au quotidien, à savoir Mme Andrée Lyne ALLAIRE et M Antoni CORMIER qui n'ont ménagé aucun effort pour nous faciliter la tâche et aider à l'accomplissement des actions présentées dans le rapport annuel qui suit. Je me dois aussi de remercier les membres du conseil d'administration qui œuvrent inlassablement pour la promotion du SIFÉE. Au nombre de ces derniers, il faut citer l'apport particulier dans la gestion courante de l'organisation de MM. Jean-Philippe WAAUB et Jean HÉBERT, respectivement président et secrétaire trésorier du conseil d'administration, la contribution déterminante de M Hassan KIMBA à la réussite du Colloque de Niamey-2009 et celle de Mme Soumicha SOUM aux préparatifs du Colloque de Paris-2010.

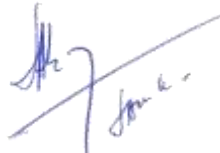
Enfin, je me dois de remercier, au nom de l'équipe de la Direction, les représentants de nos partenaires qui ont tout mis en œuvre pour nous faciliter la tâche. Leur disponibilité et leur engagement personnel, en plus de la l'engagement politique de leurs institutions en faveur de la promotion de l'évaluation environnemental, ont été déterminant pour surmonter les difficultés Il s'agit de Mme Faimata DIA TOURÉ, directrice exécutive de l'IEPF/OIF et ses collaborateurs MM. Sibi BONFILS et Prosper BIABO ainsi que Mme Faouzia ABDELHALIK (IEPF/OIF), de Mme Hélène SABATHIER-AKONOR (ADEME), M. François BOULANGER (ACÉE), Mme Jacqueline BILODEAU (ACDI), MM. John CROWLEY, Christophe DIKENOU et Sondip Romi MUKHERJEE (UNESCO), etc.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport qui expose l'essentiel de nos activités entre mai 2009 et juin 2010.

Merci de votre attention



Jean-Philippe WAAUB
Président du Conseil d'administration



Karim SAMOURA
Directeur général

2. CONFÉRENCES, COLLOQUES INTERNATIONAUX ET ACTIVITÉS DE FORMATION

2.1 Colloque international et École d'été de Niamey-2009

Le Colloque international en évaluation environnementale, organisé annuellement, est l'activité phare du SIFÉE. Il est organisé en partenariat avec l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), avec la collaboration des organismes membres du SIFÉE. Il regroupe ainsi en moyenne chaque année, entre 150 à 200 participants provenant des pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Il constitue le principal forum d'échanges pour l'expertise francophone en évaluation environnementale.

La 14^e édition du Colloque a eu lieu du 26 au 29 mai 2009 à Niamey (République du Niger) et a traité du thème « *Changements climatiques et évaluation environnementale : enjeux et outils pour l'évaluation des impacts et l'élaboration de plans d'adaptation* ». Le Colloque a été précédé de la 13^e École d'été de l'IEPF et du SIFÉE, qui a porté sur le thème : « *Outils d'évaluation et de planification participative pour l'adaptation aux changements climatiques : application aux secteurs agropastoraux et à la prise en compte de la santé dans le contexte Africain* ».

Les partenaires associés à ces événements sont : le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification de la République du Niger, l'UNESCO, l'ADEME, le Programme ACCA du CRDI et DFID, la Société Hydro Québec, le programme PRIECA/IRD, l'ACDI, la FAO, la BOAD, le Centre régional Agrhymet/CILSS, l'ACMAD, le Groupe AREVA et de la Société d'exploitation du Pétrole de Zender. Il faut noter aussi la participation scientifique de plusieurs centres de recherches et universités de haut niveau : l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE), l'Institut national de l'environnement et des recherches agricoles (INERA) (Burkina Faso), le Centre de recherche scientifique de Conakry Rogbané (CERESCOR), le Centre d'étude et de recherche en environnement (CÉRE) (Guinée), l'Institut des sciences de l'environnement, le Centre de suivi écologique du Sénégal, la Communauté de pratique de l'approche par écosystème à la santé (la COPES qui regroupe plusieurs grandes universités africaines), etc.

2.1.1 Colloque international sur « Changements climatiques et évaluation environnementale », Niamey-2009

Cadre et objectif du Colloque

S'inscrivant dans le cadre des initiatives d'accroissement des capacités pour une meilleure adaptation des milieux naturels et humains aux changements climatiques (CC), cette 14^e édition du Colloque international en évaluation environnementale avait pour objectifs :

- d'échanger des expériences sur les problèmes majeurs, émergents ou dominants (l'accès à l'eau, l'alimentation, la santé, les migrations, les conflits, etc.) qui sont exacerbés par les CC;
- d'inventorier les outils existants en matière d'évaluation et de planification participative ainsi que d'analyser leur application dans le cadre des études de vulnérabilité et d'adaptation;
- de discuter des mécanismes par lesquels l'évaluation peut éclairer le choix d'actions et de stratégies d'intervention pour l'adaptation aux CC à divers niveaux : local, national, régional et international;
- de contribuer à une meilleure harmonisation des initiatives et approches en matière d'adaptation à l'échelle régionale et internationale.

Organisation et déroulement

Le Colloque international de Niamey-2009 a enregistré la participation d'environ 200 personnes provenant essentiellement du monde francophone. 22 pays et 10 organismes internationaux et régionaux étaient représentés. Les participants au Colloque étaient principalement des experts en évaluation environnementale, des spécialistes s'intéressant aux changements climatiques et autres domaines associés (énergie, agriculture, santé, etc.), des consultants techniques, des décideurs économiques et politiques, des chercheurs et des universitaires, des gestionnaires et des acteurs de la société civile.

Au plan protocolaire, la séance d'ouverture officielle a été rehaussée par l'intervention de hautes personnalités dont, Son Excellence Monsieur Youssouf BACO, Ministre de l'environnement et de la lutte contre la désertification de la République du Niger, Madame Josée CERONE, Directrice adjointe, Administration et Finances de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), Monsieur John CROWLEY,

Représentant de l'UNESCO et Monsieur Robert JOLY, Président du Conseil d'administration du SIFÉE. Ces derniers étaient introduits par Monsieur Hassane KIMBA, directeur du Bureau des évaluations environnementales et études d'impacts du Niger (BEEEI) et Monsieur Karim SAMOURA, Directeur général du SIFÉE.



Table d'honneur à l'ouverture protocolaire du colloque



Table d'honneur à la clôture protocolaire du colloque



Vue de la salle de plénière

Contenu scientifique, recommandations

Le Colloque comprenait une session plénière introductive et plusieurs blocs thématiques portant sur des sujets concernant les changements climatiques. Les blocs thématiques étaient structurés en sessions simultanées et en plénières (ateliers organisés par l'UNESCO et l'IEPF et sessions de synthèses thématiques).

La session introductive, qui a connu l'intervention de conférenciers invités, a permis de camper le sujet et orienter les débats. Les sessions ont mis un accent particulier sur les approches et outils méthodologiques d'évaluation des impacts des changements climatiques sur les ressources en eau, le secteur agropastoral, les milieux naturels, les infrastructures et l'énergie. Les mêmes secteurs ont été traités aussi dans le cadre de l'adaptation. Deux sessions réalisées en simultanées, alimentées par des intervenants de l'approche par écosystème à la santé, appuyé par le Programme ACCA du CRDI et DFID et autres partenaires, ont portées sur le thème « santé et changements climatiques ».

De manière générale, les participants ont contribué à :

- établir les particularités des variabilités climatiques des grandes régions africaines en particulier, leurs impacts sur la disponibilité des ressources, la santé et la sécurité des populations;
- créer un cadre de réflexion qui a permis un échange sur les expériences d'application des approches et outils d'études environnementales appropriés pour l'évaluation et la planification dans un contexte de changements climatiques;

- tirer des enseignements sur les échelles d'analyse et d'interventions appropriées (continentale, sous-régionale, climatique, nationale, locale) pour la compréhension des interrelations (changements climatiques - environnement et ressources - activités humaines - santé et sécurité des populations), en vue de l'amélioration des approches d'identification des actions d'adaptation;
- contribuer à l'amélioration de réflexion sur l'éthique et les changements climatiques, menées au niveau mondial par la Commission éthique et environnement de l'UNESCO;
- proposer un mécanisme de suivi et de valorisation des enseignements tirés du Colloque, afin de contribuer au développement d'outils pour une planification intégrée.

Des ateliers en plénière, ont été consacrés aux problèmes spécifiques comme l'éthique et les changements climatiques (par l'UNESCO) et le régime de gestion internationale du climat après 2012, vus dans la perspective de l'intégration des stratégies d'adaptation aux politiques de développement (par l'IEPF). Les synthèses de ces ateliers se présentent comme suit :

Atelier de l'UNESCO « L'éthique et les changements climatiques »

Répondant à la question « Qui est responsable de quoi en matière de changement climatique? », cet atelier a permis d'ouvrir les horizons des participants sur des enjeux peu abordés ou traités lorsqu'il s'agit de changements climatiques. Ces enjeux qui font l'objet de réflexions par la Commission éthique et environnement de l'UNESCO, portent sur : les « Responsabilités communes, mais différenciées », l'Équité, le Droit au développement, le Droit de bénéficier du progrès scientifique, l'Intégrité de la biosphère.

L'analyse amorcée par l'UNESCO est basée sur la compréhension de l'imbrication entre : les principes éthiques, les choix politiques et le débat public. L'analyse s'appuie sur 5 sources de responsabilité à savoir : l'autonomie, le dommage causé, l'assistance à personne en danger, la déontologie et le devoir d'anticipation et l'obligation de partager l'information sur les risques. Suite à la présentation du rapport provisoire de la commission par le représentant de la COMEST, les participants au Colloque ont été repartis en quatre (4) groupes de travail, pour discuter des enjeux soulevés et apporter des améliorations au rapport soumis à leurs critiques.

Les participants mentionnent à l'unanimité que cet atelier a été un des moments forts du Colloque de Niamey-2009, ce qui leur a permis d'élargir leur vision sur des aspects forts pertinents, mais très peu abordés lorsqu'on traite des changements climatiques.

Atelier de l'IEPF « Après 2012 : comment conjuguer développement durable et adaptation »

En substance, cet atelier a montré que les premières réactions et premiers efforts concertés de la communauté internationale ont porté sur l'atténuation, les mesures de contrôle des gaz à effet de serre (GES), dont les bilans carbonés et les mécanismes financiers.

L'atelier a permis à l'IEPF d'informer les participants sur les initiatives de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), à travers son programme « Initiative Climat et Développement de la Francophonie ». Ce programme qui vise à accroître les capacités en négociations internationales sur l'environnement, a pour objectifs d'améliorer la capacité des États à : (i) participer aux négociations internationales et faire valoir leurs intérêts; (ii) s'approprier collectivement les enjeux et la portée de ces négociations et développer dans la mesure du possible, des positions communes; (iii) mettre en œuvre les conventions au plan national.

Pour les perspectives de l'après Kyoto, les interventions de cet atelier ont mentionné la nécessité de corriger les insuffisances : Copenhague (prise en compte de l'équité intra et intergénérationnelle, maîtrise de la complexité des phénomènes par la poursuite de la recherche scientifique, le développement de mesures et de nouvelles techniques d'atténuation et d'adaptation (technicité)) et poursuite des voies entreprises à Bali notamment sur l'atténuation, les mesures adaptations et de transferts technologiques et les mécanismes financiers.

Des questions majeures pour les pays en développement, ont été soulevées à savoir : comment insérer cette gestion dans celle du développement, de la réduction de la pauvreté, des objectifs du millénaire? Comment s'assurer d'une voie pour les pays en développement, dont le premier souci doit être précisément, le développement? Comment, donc, concilier développement et changements climatiques (et non l'inverse)?

2.1.2 13^e édition de l'École d'été de l'IEPF et du SIFÉE

Cadre et objectif de la formation

S'inscrivant dans le cadre du renforcement des capacités des intervenants en évaluation environnementale, la 13^e École d'été de l'IEPF et du SIFÉE a été organisée avec la collaboration du Centre Régional AGRHYMET, le BEEEI, Programme ACCA - CRDI et DFID et l'ADEME. La formation visait à contribuer au renforcement des capacités d'intervention des acteurs de développement dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, par la maîtrise des outils d'évaluation des impacts et de planification participative et leur utilisation pour la gestion des problèmes particuliers dans un contexte de changements climatiques.

Ses objectifs spécifiques étaient de :

- sensibiliser et informer les participants sur les liens d'activités du développement, de l'environnement et des changements climatiques en Afrique;
- contribuer à accroître la maîtrise des outils d'évaluation environnementale par une masse critique d'intervenants dans les études de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques pour les secteurs agropastoraux dans différentes régions climatiques (sahel, région côtière, etc.);
- mettre à la disposition du grand public, une documentation de formation sur ces outils d'évaluation et de planification pour l'adaptation aux changements climatiques.

Organisation et démarche de la formation

La formation a enregistré la participation de 81 stagiaires et formateurs, provenant de 18 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, Congo, France, Guinée, Gabon, Haïti, Madagascar, Maroc, Mauritanie, RDC, Sénégal, Togo, Tchad et Tunisie) et de 7 organisations régionales et internationales (CEDEAO, UEMOA, PNUD, IEPF, CILSS, ACMAD et ICRISAT). Ces participants étaient des spécialistes en évaluation environnementale, s'intéressant aux changements climatiques et à leurs impacts sur les ressources et le bien-être des populations. Il s'agit de cadres de l'administration en charge de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, des chercheurs et universitaires, des gestionnaires et planificateurs de différents secteurs de développement (agriculture, santé, etc.), des consultants, des acteurs de la société civile et du développement communautaire, des représentants d'organismes internationaux, etc. L'ouverture protocolaire de l'École d'été a été rehaussée par la présence du Ministre de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification, du Directeur général du Centre Régional AGRHYMET, de la Représente de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, du Directeur général et du Vice-président du conseil d'administration du SIFÉE et un représentant de la FAO.

L'approche méthodologique utilisée comprend : l'exposé des connaissances théoriques et d'études de cas (application des outils à des secteurs prioritaires comme les ressources en eau, l'agriculture et la santé).



Ouverture de l'École d'été



Fermeture de l'École d'été

Contenu de la formation

Les participants ont partagé leurs expériences lors des périodes de discussions et de synthèses, sur les thèmes suivants :

- **la gestion des données climatiques, environnementales et socioéconomiques, et leur utilisation pour les études de vulnérabilité aux changements climatiques et d'adaptation** : revue de types de données, des modèles climatiques et autres méthodes et outils de gestion et quelques exemples d'application au secteur de la santé au Niger (cas du Paludisme). Les observations et les suggestions ainsi que les questions posées par les stagiaires/participants ont porté globalement sur : (i) les difficultés des utilisateurs à accéder aux banques de données nationales et régionales (cas de la banque de données du centre Agrhymet); (ii) la position de l'Afrique face aux questions de l'adaptation et de la mitigation; (iii) l'utilisation de la biologie moléculaire et des OGM et leurs risques que leur sont associés; (iv) le comportement des vecteurs face à la hausse des températures, la variation des pluies et des longueurs des saisons végétatives, la prise en compte des aérosols.
- **la présentation des outils et méthodes d'évaluation des impacts des changements climatiques** : les exposés portaient sur les modèles d'impacts, les méthodes d'évaluation des impacts des changements climatiques sur les ressources en eau et le secteur agricole. Des exemples d'application sur l'analyse des impacts des inondations (cas de la ville de Niamey) et l'élaboration des indicateurs de vulnérabilité à partir des données multi variées pour le bassin de la Sirba (Burkina Faso), ont été discutés.
- **le rappel des outils d'évaluation environnementale**, en particulier les études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) a été fait, suivi d'une discussion sur l'utilisation de cet outil dans l'analyse des problématiques liées aux changements climatiques. Les méthodes d'évaluation économique ont été aussi présentées.
- **la présentation des principales approches et outils d'élaboration des plans d'adaptation aux changements climatiques** : les approches et outils utilisés en Afrique ont été présentés dans une vision critique. Il s'agit de l'approche des PANA (Plans d'Actions Nationaux d'Adaptation : fondements théoriques et exemples de la Guinée et du Niger), l'approche communautaire d'identification des mesures d'adaptation (Centre régional AGRHYMET et Agriculture Canada) et l'approche Suivi – Évaluation du Programme ACCA. Une approche émergente, basée sur l'aide multicritère à la décision a été présentée comme outils de planification concertée, avec des exemples d'application dans le cas d'élaboration de plan d'adaptation et de gestion intégrée de ressources en eau. Ce bloc a aussi été l'occasion de présenter un projet pilote d'évaluation d'échanges de Carbones et de plantation d'arbres, qui a aussi attiré l'intérêt des participants
- **la visite de terrain** a permis de constater l'état de la vulnérabilité actuelle de la région de Fakara au nord de Niamey (Niger), de discuter avec les paysans de leur perception de l'évolution du climat local et son impact sur l'exploitation des ressources naturelles, d'observer des mesures techniques organisationnelles d'adaptation à savoir : les techniques de restauration des sols et de récupération des terres incultes, le warrantage (banque commune de stocks de céréales des villages pour faire face aux périodes de soudure). La restitution de la visite de terrain a été l'occasion pour les participants d'échanger leurs expériences sur les éléments observés et de proposer des améliorations.
- **le panel de synthèse** a eu lieu le dernier jour de la formation; il a été animé par des personnalités scientifiques invitées et responsables de deux projets régionaux en changements climatiques en Afrique (Programme ACCA du CRDI et DFID et RIPIECSA /IRD). Les différents échanges lors de ce panel ont permis de tirer les leçons qui s'imposent et de discuter des actions à venir. Il s'agit, entre autres, de la consolidation du contenu de formation en vue de sa diffusion à travers des formations académiques et des ateliers régionaux, de sa démultiplication au niveau national pour les participants.

Les échanges lors de ce panel ont marqué l'importance de développer des synergies entre les plans et mécanismes, les niveaux d'intervention (échelle locale et régionale), les disciplines, la recherche et les services techniques. Ils ont mentionné aussi l'importance de partager les données, mais surtout de mettre l'accent sur la synergie, qui peut permettre de réduire les coûts d'acquisition et de gestion. La formation a été sanctionnée par une attestation de 45 heures de cours spécialisés en évaluation environnementale et changements climatiques. Cette attestation est cosignée par l'IEPF, le SIFÉE et le Centre régional AGRHYMET.



13^e édition de l'École d'été de l'IEPF et du SIF ÉE

Évaluation de la formation et proposition d'amélioration

Une évaluation de l'activité a été réalisée sur la base d'une fiche soumise aux participants. Cette fiche comprenait des questions relatives à la cohérence et la pertinence du programme de formation par rapport aux besoins des participants, à la qualité de la formation, à la qualité du matériel pédagogique mis à la disposition des participants, au niveau des interactions entre formateurs et stagiaires et à l'organisation logistique. Les niveaux d'appréciation allient de 1 (peu satisfait) à 5 (très satisfait).

En considérant les classes de satisfaction suivantes selon les notes attribuées : satisfaits (4/5 et 5/5), moyennement satisfaits (3/5) et peu ou non satisfaits (2/5 ou 1/5), les résultats de l'évaluation montrent que : 76 % des participants se déclarent satisfaits de la formation, 14 % des participants sont moyennement satisfaits et, 10 % sont peu ou non satisfaits. Les points faibles mentionnés sont : (i) le nombre élevé de participants qui a réduit le niveau des interactions entre formateurs et stagiaires; (ii) le caractère généraliste de certaines interventions des formateurs, qui auraient pu approfondir l'utilisation de certains outils pertinents avec des exercices d'application.

Au-delà de ces observations, cette École d'été a été marquée par la tenue de panels à la fin de chaque bloc thématique et d'un panel de synthèse. L'invitation de personnes ressources au panel de synthèse a permis de tirer des enseignements, de discuter de l'utilité et de l'utilisation des outils présentés, de faire des recommandations sur les actions permettant de valoriser la formation et d'en assurer un suivi. En conséquence, les formations à venir doivent tenir compte de ces remarques, ce qui reviendrait à :

- plafonner le nombre de participants à 50 dans une classe (y compris les formateurs),
- rechercher un équilibre entre l'enseignement théorique et les exercices en classe et les travaux de terrain,
- consacrer plus de temps à l'approfondissement de l'application des outils les plus importants de la formation,
- conserver le modèle « Panels » qui favorise les échanges directs entre les stagiaires et les formateurs et entre les stagiaires eux-mêmes,
- rendre disponible le plus tôt possible, les cédéroms de compilation des contenus de formation.

Production des cédéroms des actes du Colloque et de l'École d'été de Niamey-2009

Dans le cadre du projet de Colloque et d'École d'été de Niamey, l'ADEME a commandité l'élaboration des actes du Colloque et du contenu de la formation de l'École d'été sur les Changements climatiques et l'évaluation environnementale. Ce travail a été réalisé par le personnel interne du SIFÉE. Ainsi, un cédérom a été produit pour chacun des événements. Ces cédéroms ont été réalisés en 300 exemplaires.

2.1.3 Reboisement en compensation des émissions de GES liées aux Colloques de Québec-2008 et de Niamey-2009 : réalisation de la première phase

Présentation du projet :

Pour compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à la réalisation de la Conférence internationale de Québec-2008 et du Colloque international de Niamey-2009, le SIFÉE et ses partenaires dont l'IEPF et le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification de la République du Niger, ont initié un projet de reboisement à Niamey. L'initiative consiste au reboisement d'une superficie de 10 ha sur le plateau de Goudel Gourou. Le plan de reboisement prévoit 400 plants à l'hectare, soient au total 4000 plants. Sa mise en œuvre a été possible grâce à l'implication des partenaires suivants : le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification de la République du Niger, le SIFÉE, l'IEPF, Agriculture et alimentaire Canada (AAC), l'entreprise CIMA International et l'ADEME (France).

Le plateau de Goudel Gorou, dans la commune de Niamey, est situé à 30 km environ de Niamey sur l'axe Ouallam. Dans la zone, le phénomène d'érosion hydrique est très perceptible à travers le ravinement. Ce phénomène constitue actuellement une menace réelle pour les terres de cultures, les eaux de surface et points d'eau, les pistes et routes. Le plateau de Goudel Gorou couvre une superficie de plus de 300 ha. Ce plateau a bénéficié de quelques actions d'aménagement notamment la réalisation des ouvrages de captage d'eau de ruissellement (banquettes) sur 100 ha et une plantation en bloc de 20 ha. Dans ce contexte, l'initiative se justifie entre autres par :

- l'importance des besoins de reboisement dans le cadre de la lutte contre la désertification;
- l'organisation du 14^e Colloque international des spécialistes en évaluation environnementale en mai 2009 sur le thème « Impacts et adaptation aux changements climatiques »;
- l'existence de sites de reboisement d'importance internationale (rives du fleuve Niger à Niamey) et d'organismes disposés à en assurer l'entretien et le suivi.

Déroulement du lancement de l'opération

Selon le chronogramme du projet, le reboisement proprement dit est prévu pour la fin du mois de juillet 2009. Toutefois, il était prévu qu'une cérémonie de lancement de l'opération soit organisée en marge Colloque international de Niamey.

Précédant cette cérémonie, une visite de terrain par les représentants des principaux partenaires (IEPF, SIFÉE, BEEI, Direction régionale de l'environnement de la Ville de Niamey), a permis de choisir la localisation exacte du site de reboisement sur le plateau de Goudel Gourou. Cette mission qui a été réalisée le 23 mai 2009, a permis par ailleurs de constater les aménagements en place (diguettes en lune pour la rétention des eaux de ruissellement), le niveau d'entretien des anciens plantations sur le même plateau et d'échanger avec les agents en charge de la conservation et de la valorisation des forêts reboisées dans la zone (voir photos).



Visite de terrain, plateau de Goudel Gourou

La cérémonie de lancement a eu lieu le 25 mai 2009 en présence d'une centaine de personnes, dont des participants à l'École d'été et au Colloque, des représentants des communautés riveraines du site de reboisement. On note aussi la présence de plusieurs personnalités invitées suivantes dont les Ministres en charge de l'environnement et du développement rural, du Gouverneur de la Ville de Niamey, de la représentante de l'IEPF, des membres du conseil d'administration du SIFÉE, etc.

La cérémonie a été marquée par l'intervention du Directeur général du SIFÉE, Karim SAMOURA, qui a fait une mise en contexte du projet, remercié les sponsors et invité les autorités locales à prendre les dispositions nécessaires pour l'entretien du site. En réponse, le Ministre de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification, Monsieur Issouf BACO, a assuré que ses services et les populations voisines veilleront à immortaliser ce geste par le suivi et l'entretien régulier de ce site désormais dédié au SIFEE.



Cérémonie de lancement de l'activité de reboisement

2.1.4 Bilan financier des événements de Niamey-2009

Ce bilan montre un surplus budgétaire de 30 037,87 \$CAD. En effet, 248 018 \$CAD ont été mobilisés à titre de subvention (prise en charge de participants et stagiaires, soutien à l'organisation logistique, commandites) auprès de 18 contributeurs. De ce montant, près de 40 000 \$CAD ont été mobilisés localement par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification du Niger. Par ailleurs, près de 45 000 \$CAD ont été perçus pour les frais d'inscription aux deux événements (29 362 \$ pour le Colloque et 15 606 \$ pour l'École d'été).

Le partage du surplus, effectué conformément au protocole d'accord SIFÉE-BEEEI, attribue 20 % (soit 6000 \$ déjà viré sur le compte du BEEEI) au BEEEI, 10 % (soit 3000 \$) affectés au financement partiel d'un atelier de formation devant être organisé au Niger par le BEEEI sur l'évaluation environnementale, le reste au SIFÉE.

2.2 Rencontres régionales d'échanges scientifiques et de consultations

Pour maintenir la dynamique des échanges scientifiques et mieux faire connaître les actions du SIFÉE au niveau local, la direction a initié et/ou réalisé une série de rencontres scientifiques à Montréal. Ces rencontres qui ont été

réalisées avec la collaboration de différents partenaires et organismes membres du SIFÉE, ont donné lieu à des débats intéressants et constructifs.

2.2.1 Journée Coopération internationale et évaluation environnementale, Québec, janvier 2010

Tenue à Québec (Canada), le 21 janvier 2010, la « Journée de Coopération internationale et évaluation environnementale », visait à consolider les liens entre le SIFÉE et ses partenaires, à poursuivre son expansion et à assurer la pérennité de ses actions, tout en maintenant cette préoccupation centrale qui est de mieux qualifier son approche de travail et d'améliorer ses produits et services. Elle a été organisée avec la collaboration du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, l'Agence canadienne de l'évaluation environnementale (ACÉE) et Hydro-Québec. Les objectifs spécifiques assignés à cette journée étaient : (1) informer les acteurs de développement et opérateurs francophones sur la mission et les activités du SIFÉE; (2) capitaliser sur la contribution et les attentes des intervenants canadiens et institutions internationales basées au Canada, par rapport au SIFÉE, en terme de visibilité, de valorisation des expertises, d'échanges d'expériences et d'opportunités d'affaires; (3) initier des échanges entre les acteurs œuvrant pour la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de l'évaluation environnementale, pour une contribution scientifique et financière optimale au Colloque international de Paris-2010; (4) souligner la parution du numéro 83 de la revue Liaison-Énergie-Francophonie portant sur le thème « Énergie et évaluation environnementale » et présentant certaines des meilleures contributions présentées à la Conférence internationale de Québec 2008.

La journée de travail, qui a été structurée sous forme d'atelier, a enregistré une cinquantaine de participants dont plusieurs représentants d'entreprises et de bureaux d'études internationaux, d'universités et d'administrations publiques. Les interventions des conférenciers invités et les échanges de cette journée ont été structurés comme suit :

Ouverture protocolaire

Les officiels, M. Jean-Philippe WAAUB, président du conseil d'administration du SIFÉE, M. Karim SAMOURA, directeur général du SIFÉE, ont procédé à la présentation des participants et introduit les objectifs de l'activité. Ils ont également exposé la programmation et remercié cordialement les contributeurs de l'évènement que sont Hydro-Québec, le MDDEP et l'ACÉE. Ils ont par ailleurs remercié l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) pour son appui constant aux activités du SIFÉE. M. Jean HÉBERT, chargé de projets Environnement, Affaires internationales à Hydro-Québec Équipement, M. François BOULANGER, directeur régional à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE) et M. Robert JOLY, chef du service des projets industriels et en milieu nordique au Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), ont successivement pris la parole. Au nom de leurs institutions respectives, ils ont unanimement exprimé leurs satisfactions vis-à-vis du SIFÉE, notamment au cours des dernières années. Ils ont rassuré le SIFÉE du soutien de leurs institutions et mentionné l'intention de ces dernières d'élargir la collaboration à de nouveaux domaines, dont la mise à disposition de formateurs, la recherche et le développement des outils, le partage de l'information.

Thème 1. Le SIFÉE - un outil d'échanges d'expériences et d'accroissement des capacités en évaluation environnementale dans l'espace francophone

M. Jean-Philippe WAAUB et M. Karim SAMOURA ont présenté le SIFÉE, sa mission et ses axes d'intervention. Ils ont ensuite mis l'accent sur le rayonnement international du SIFÉE, par son membership grandissant et ses actions présentes et à venir (Colloques, Écoles d'été, Séminaires, animation de réseau, nouveau site Internet...). Ils ont aussi présenté les outils en développement par le SIFÉE (fiches de présentation des organismes membres, répertoire des experts en évaluation environnementale dans les pays francophones, répertoires des ressources et documentation, le cédérom de synthèse des contenus de formation en évaluation environnementale, etc.). Les participants ont ainsi pu constater les avantages et les retombées d'une telle organisation, comme outil d'échange et de renforcement des capacités. Le débat qui a suivi a permis de faire ressortir l'intérêt que les firmes privées pourraient avoir à adhérer au SIFÉE et à participer à ses activités, dont le Colloque international.

Thème 2. Réseau du SIFÉE et valorisation de l'expertise canadienne dans l'espace francophone en évaluation environnementale : enseignements et attentes

Les présentateurs M. Robert JOLY (MDDEP), M. François BOULANGER (ACÉE), M. Pierre ANDRÉ, professeur au département de géographie de l'Université de Montréal et M. Samuel YONKEU, vice-président du CA du SIFÉE et directeur général de l'ISIG (Burkina Faso), ont exposé les bénéfices de la participation de leurs institutions aux activités du SIFÉE et les avantages d'une collaboration avec les acteurs membres du réseau. Pour eux, le SIFÉE se révèle être un espace de valorisation de l'expertise canadienne et québécoise dans l'espace francophone, ce qui permet entre autres choses, de mieux positionner les entreprises et universités comme références parmi la communauté de praticiens en ÉE. Les multiples opportunités d'échanges avec les personnes-ressources du réseau sont bénéfiques pour l'amélioration de la qualité des ÉE au Québec et au Canada. Les retombées des actions menées par le SIFÉE sont maintenant visibles sur le terrain, notamment en Afrique francophone, où elles ont contribué à créer et accompagner une masse critique d'intervenants en ÉE qui sont devenus des décideurs et leaders capables d'influencer la prise de décision dans plusieurs pays.

Thème 3. Le marché de l'ÉE dans les pays francophones en développement : opportunité, disponibilité des compétences locales et perspectives

Les représentants des firmes intervenant en ÉE, M. Richard CORBIN du groupe GENIVAR, M. Robert AUGER de SNC-Lavalin Environnement inc., M. Normand GAUTHIER de AECOM et M. Jean-Luc GUILBAULT de CRC-SOGEMA ont présenté les conditions générales du marché de l'ÉE dans les pays francophones en développement. Leurs exposés ont permis de mettre en évidence l'existence d'un vaste marché mais compétitif, dans le domaine de l'ÉE dans les pays en développement. Ils ont montré que la coopération avec les compétences locales est essentielle pour la réalisation d'ÉE de qualité. Enfin, ils ont établi que le SIFÉE est un outil de renforcement de ces compétences locales, qui peut également agir comme pont entre ces compétences et les firmes d'ÉE. Les échanges avec les participants ont permis de formuler les recommandations et des suggestions suivantes : (i) mettre en ligne des profils d'experts francophones en ÉE, et réaliser une analyse des profils, afin de répertorier les formations spécifiques et les compétences réelles des experts; (ii) promouvoir le suivi-évaluation, par la mise sur pied d'une base de données accessible au public; (iii) mettre sur pied un programme de formation à distance en évaluation environnementale; (iv) agir comme plateforme de réflexion sur les critères d'agrément et d'accréditations des ÉE dans la Francophonie; (v) initier des ateliers de formation pour les d'experts du Nord sur les approches d'intervention en milieu interculturel, afin d'améliorer leur efficacité lors des ÉE dans les pays en développement.

Thème 4. Présentation de l'Édition spéciale « Septembre 2009 » de la revue Liaison Énergie Francophonie (LEF) sur « Énergie et Évaluation environnementale »

M. Louis-Noël JAIL, responsable du Service Information et Documentation de l'IEPF et M. Jean HÉBERT d'Hydro-Québec Équipement, rédacteur en chef invité, ont présenté la revue LEF et l'édition spéciale, faisant suite à la Conférence internationale de Québec 2008. M. HÉBERT a rappelé que la conférence internationale de Québec-2008 a permis un partage d'expériences et de pratiques riches d'enseignements pour les participants africains, européens et américains. Il a ensuite mentionné que l'Édition spéciale du LEF de septembre 2008, présente quelques interventions de cette conférence sous forme d'articles scientifiques. Cette édition permet d'avoir une connaissance de l'état des lieux et des défis que soulève l'intégration des considérations environnementales dans toute la durée de vie des projets énergétiques. Il a présenté un résumé des thèmes abordés par ces articles.

Table ronde. Vers le Colloque international de Paris-2010 sur le thème : « Efficacité de l'évaluation environnementale pour l'atteinte des objectifs de développement durable : application à la conservation de la biodiversité »

Une présentation des avancements au niveau de l'organisation du Colloque a été effectuée (objectifs et thématiques proposées, modalités pour les inscriptions et les soumissions de projets de communication, appuis souhaités). Le modérateur, François BOULANGER de l'ACÉE, accompagné de membres du comité scientifique, a conduit une discussion ouverte sur le projet. Les participants ont fait d'intéressantes propositions concernant les contenus à donner aux sessions et les problématiques d'intérêt et d'actualité pouvant être abordées par ce Colloque. Ils ont aussi proposé des noms de partenaires potentiels et intervenants majeurs sur la question de la biodiversité, ainsi que les partenaires possibles. La direction du SIFÉE a pris note de ces propositions et invité les participants à proposer des communications scientifiques pour alimenter les différentes sessions.

En conclusion, cette journée a permis rassurer les partenaires majeurs du SIFÉE (IEPF, MDDEP, ACÉE, Hydro-Québec, etc.), de mieux faire connaître le SIFÉE et ses activités à de nouveaux acteurs (secteur privé et universités). Elle a permis aussi de recueillir des propositions d'actions pour le développement du SIFÉE et l'animation du réseau des praticiens francophones de l'ÉE. Enfin, elle a servi d'espace de promotion du Colloque et de l'École d'été de Paris-2010.

Dans le cadre du suivi post conférence, une quarantaine de correspondances de remerciements et d'invitation à adhérer au SIFÉE et/ou à participer au Colloque de Paris-2010, ont été envoyées aux institutions d'origine des participants. Plusieurs de ces institutions ont répondu à ces correspondances, dont : Synergis, SNC-Lavalin, Tecsub, Environnement-Canada, Hydro-Québec, Agence canadienne de l'évaluation environnementale. Ces réponses convergent sur la reconnaissance de l'évolution positive du SIFÉE, qui se positionne désormais comme un partenaire opérationnel à l'international. Elles mentionnent aussi le renouvellement ou la sollicitation de partenariats pour des activités précises dont : (i) la diffusion de l'information sur les acteurs et personnes ressources en évaluation environnementale dans les pays, à travers le site Internet du SIFÉE (répertoire des experts et des membres, méta base de données, etc.); (ii) la participation aux Colloques et aux ateliers de formation en ÉE; (iii) la participation aux groupes de travail sur des thématiques précises.

Au plan financier, une dépense totale de 3 722,21 \$ a été réalisée pour cette activité. Ces dépenses concernent les frais de location de la salle de conférence, de fourniture de pauses-santé et de repas de midi, d'impressions diverses, de prise en charge des frais de séjour des organisateurs et de certains conférenciers invités. À titre de subvention, 2000 \$ ont été mobilisés auprès d'Hydro-Québec et de l'ACÉE. Les dépenses directement assumées par le SIFÉE s'élèvent donc à 1722,21 \$.



Vue de la salle



Table d'honneur à l'ouverture protocolaire

2.2.2 Journée scientifique à Montréal « RDC : évaluation environnementale en période post-conflits »

C'est en réponse à une demande de l'Association Nationale pour l'ÉE de la République Démocratique du Congo et de M. Michel A. BOUCHARD (personne-ressource), que le SIFÉE s'est associé comme partenaire à l'organisation d'une journée scientifique sur le thème "Évaluation environnementale en situation post-conflits". Cette journée scientifique avait pour objectif de favoriser des échanges entre plusieurs acteurs intervenant dans le domaine de l'évaluation environnementale en RDC et de faire écho du séminaire international de 2008, qui avait bénéficié d'une contribution financière et technique du SIFÉE.

Une trentaine de participants y ont participé, dont plusieurs conférenciers de renommées internationales : Bonnie CAMPBELL et Jean-Philippe WAAUB (UQAM), Marc CURTIS (Mc Gill University-PNUE), Robert CAROLE (Fondation BDA) et de Beaudouin KUTUKA (Ingénieurs sans frontière du Québec). La coordination scientifique était assurée par monsieur Michel A. BOUCHARD, appuyée par Karim SAMOURA, Directeur général du SIFÉE.

Le rôle du SIFÉE dans cette opération a consisté à : (i) apporter un appui organisationnel en encadrant un stagiaire de l'Université Senghor pour deux semaines, qui s'est chargé de l'organisation logistique et de la gestion des inscriptions; (ii) la prise en charge des pauses café pour une somme maximale de 500 \$CAD. En

contrepartie, le SIFÉE a bénéficié d'une visibilité en tant que partenaire. En outre, MM. Jean-Philippe WAAUB et Karim SAMOURA, respectivement Président du CA et Directeur général, ont présidé des sessions et passé des messages au compte du SIFÉE. La direction a mis l'occasion à profit pour diffuser des dépliants sur le Colloque de Paris. Le SIFÉE a aussi tenu un discours à l'ouverture de ladite journée.

2.3 Conférences et activités de formations en préparation

2.3.1 Préparatifs de la 14^e École d'été de l'IEPF et du SIFÉE et du 15^e Colloque international sur « Biodiversité et évaluation environnementale », Paris-2010

La 14^e École d'été de l'IEPF et du SIFÉE sur l'évaluation environnementale, portant sur le thème « Biodiversité et évaluation environnementale », se tiendra à Paris (France), à l'ENGREF/AgrosParisTech, du 14 au 18 septembre 2010. Cette École est réalisée avec la collaboration de l'ENGREF/AgrosParisTech, qui en assure la responsabilité pédagogique. Un groupe de travail codirigé par Mme Armelle CARON (ENGREF) et M. Jean-Philippe WAAUB, a élaboré un contenu de formation et identifié les principaux formateurs (au nombre 8). Ces formateurs qui sont des universitaires et des praticiens, proviennent de la France, de la Belgique, du Canada, de la Suisse et de l'Afrique. Le nombre total de participants à l'École d'été sera d'environ 50 personnes.

Des échanges officiels avec les directions du SIFÉE et de l'ENGREF, ont abouti à un protocole d'entente. Cette entente permet au SIFÉE d'utiliser gratuitement la salle de formation ainsi que d'autres espaces et l'accès Internet pour les participants. En contrepartie, l'ENGREF/AgroParisTech bénéficie d'une visibilité et de l'exemption pour des inscriptions à l'École d'été et au Colloque.

Portant sur le thème « *Biodiversité et évaluation environnementale : L'efficacité des évaluations environnementales pour l'atteinte des objectifs du développement durable – Application à la gestion de la biodiversité* », la 15^e édition du Colloque international en évaluation environnementale est réalisée en partenariat avec l'IEPF, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM) de la France et l'UNESCO. Elle aura lieu du 20 au 23 septembre 2010 au siège de l'UNESCO à Paris (France).

Sur le plan scientifique, un comité scientifique international présidé par le Pr Michel PRIEUR (Limoge, France), a élaboré et diffusé deux annonces et appels à candidatures, un programme cadre et un programme détaillé. Près de 120 propositions de communication scientifiques ont été reçues par la direction. Près de 80 d'entre elles, ont été acceptées et intégrées au programme officiel.

Au plan organisationnel, un effort conjoint du SIFÉE (direction et CA), du MEEDDM (France) et de l'UNESCO, a permis d'obtenir : (i) la mise à disposition par l'UNESCO d'une salle de conférence en plénière, 3 salles de sessions parallèles, un espace d'exposition des affiches; (ii) l'engagement des services de communication du MEEDDM (France) à prendre en charge les impressions de documents du Colloque, la confection d'affiches électroniques, l'engagements d'hôtes pour l'accueil des participants sur les lieux du Colloque, etc. Des informations sur les hôtels, sont regroupées et diffusées sur le site Internet du SIFÉE, pour faciliter l'hébergement des participants potentiels aux deux événements.

Budget prévisionnel du Colloque et de l'École d'été de Paris-2010

Il est caractérisé, dans sa partie *Entrées*, par une importante subvention financière apportée par l'IEPF/OIF (78 000 \$CAD), MEEDDM (40 000 €), l'ADEME (40 000 €), l'UNESCO et la Principauté de Monaco (20 000 €), Vinci-Autoroute (5 000 €), l'ACÉE (5 000 \$CAD) et Hydro-Québec (5 000 \$CAD). Une part importante de ces dépenses est destinée à la prise en charge des frais de participation des stagiaires et conférenciers provenant de pays en développement. Une autre partie, en particulier l'apport du MEEDDM, permettra de couvrir l'essentiel des dépenses d'organisation sur place (repas, pauses café, traduction simultanée). Le reste est alloué aux dépenses des organisateurs et à l'élaboration des actes du Colloque.

Prise en charge de stagiaires de l'École d'été et de participants au Colloque

L'analyse d'une centaine de dossiers de candidature a permis de retenir 21 personnes pour des prises en charge intégrales ou partielles pour l'École d'été et le Colloque et de 6 autres pour le Colloque uniquement. Plus des 2/3 des prises en charge sont des nouveaux participants à l'École d'été. Au moins 1/3 d'entre eux sont des femmes.

2.3.2 Accompagnement des réseaux nationaux en évaluation environnementale

Suite aux recommandations du CA du SIFÉE et de nos partenaires (IEPF et Hydro-Québec), la direction s'est affairée à élaborer un programme cohérent de Formation, suivi et accompagnement de formateurs dans les pays francophones d'Afrique.

Présentation du projet

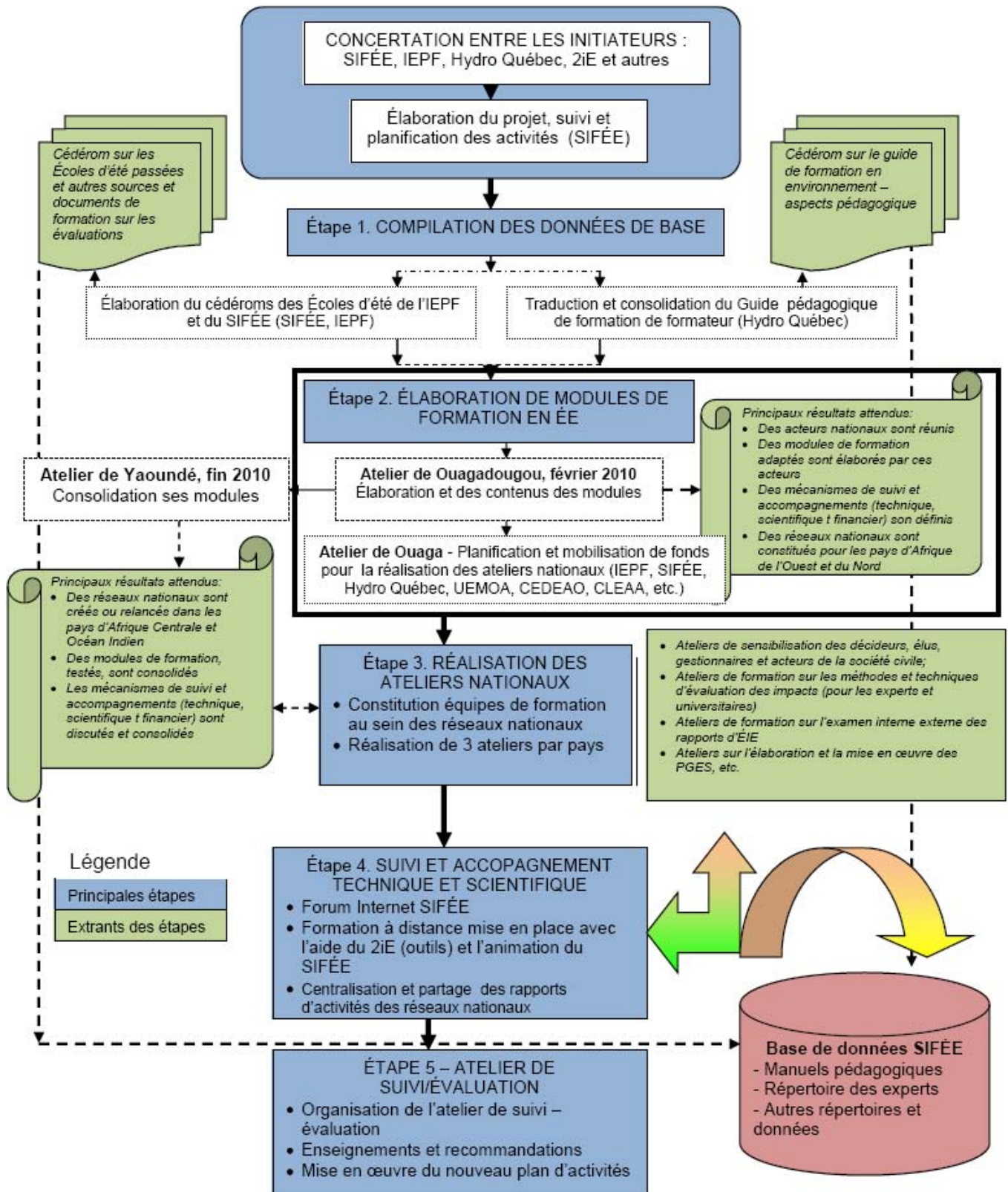
Ce programme est intitulé : « Appui à la création et accompagnement des réseaux nationaux pour la promotion et la maîtrise des outils d'évaluation environnementale dans les pays francophones en développement ». Le programme s'étend sur une période de 3ans, soit d'octobre 2009 à décembre 2012. Il consiste à mettre en place des actions concrètes, en collaboration avec les acteurs de terrain, pour la sensibilisation et l'accroissement des capacités des acteurs de développement à la prise en compte de l'environnement dans les projets, plans et politiques. Pour ce faire, le projet prévoit, dans un premier temps, capitaliser les documents disponibles sur les formations en évaluation environnementale (cédéroms des Écoles d'été et autres). Ces documents serviront de base à l'élaboration de modules de formation et de sensibilisation répondant aux besoins des différentes catégories d'acteurs (décideurs, administration publique, promoteurs et gestionnaires de projets, experts et universitaires, acteurs de la société civile, etc.), lors du premier atelier à Ouagadougou. Ces modules de formation seront consolidés et diffusés lors d'un autre atelier régional prévu à Yaoundé. Au cours de ces deux ateliers (Ouagadougou et Yaoundé), nous allons planifier l'accompagnement (technique et financier) des séries d'ateliers nationaux de formation et de sensibilisation. Ces ateliers régionaux coordonnés et animés par les réseaux nationaux, seront réalisés dans les pays qui auront un ou des représentants à l'atelier de Ouagadougou.

En parallèle, des mécanismes de suivi, d'échanges d'expériences entre les réseaux nationaux et de veille sur les compétences renforcées (promotion et accompagnement des personnes formées et de leurs réalisations), sont mis en place pour accompagner les réseaux nationaux et assurer la pérennité des actions et accroître leurs impacts dans les pays et au niveau international. Par exemple, la diffusion sur le site Internet du SIFÉE des modules de formation, des forums de discussions, formation à distance coordonnée par 2iE et le SIFÉE, etc. Enfin, un atelier final de suivi et d'évaluation est prévu afin de capitaliser les acquis et orienter les actions futures. Cet atelier pourrait avoir lieu au Maroc à la troisième année du projet.

Ainsi, le programme permettra de répondre aux besoins urgents de renforcement des capacités des acteurs de développement afin de contribuer à l'amélioration de la prise en compte de l'environnement dans les projets, programmes, plans et politiques de développement. Plus spécifiquement, il permettra de :

- dynamiser les réseaux des intervenants en ÉE dans les pays, en vue de favoriser le développement d'une capacité endogène à promouvoir la pratique de l'ÉE et de la participation publique;
- sensibiliser les acteurs de développement (décideurs, promoteurs, bailleurs de fonds, experts, société civile et milieux communautaires) sur les problématiques environnementales et socioéconomiques liées à la réalisation des infrastructures de développement, à l'exploitation des ressources naturelles, dont les ressources minières, en Afrique;
- vulgariser les connaissances et documentation en langue française sur l'ÉE et contribuer à l'amélioration de la maîtrise des outils d'évaluation environnementale dans les pays concernés;
- vulgariser les exigences environnementales et sociales d'investissement des partenaires au développement et améliorer leur adaptation aux contextes nationaux;
- contribuer au renforcement des capacités d'intervention des organismes communautaires et des différents groupes sociaux (femmes, jeunes, etc.) et professionnels (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, entrepreneurs, etc.) dans les processus d'ÉE.

La démarche suivie pour sa mise en œuvre est présentée par le schéma ci-dessus. Dans ce schéma, les cases en « bleu » indiquent les principales étapes du projet. Les cases non colorées sont des activités réalisées à l'intérieur des étapes. Les figures en « vert » présentent les extrants (ou Output) de chaque étape. La base de données du SIFÉE est symbolisée par la figure en « rouge ». Sa présence traduit les interactions entre les acquis actuels, les étapes du projet (notamment l'étape d'accompagnement des acteurs de terrain) et la valorisation de ses résultats.



Activités réalisées

Les principales activités réalisées dans le cadre de ce programme, portent sur l'élaboration et la diffusion de la documentation de base, la recherche de financement et de partenaires techniques et scientifiques pour la réalisation de l'atelier de formation des formateurs. Ces activités sont décrites ci-dessous.

Production et diffusion du Cédérom de synthèse des Écoles d'été et de la documentation générale sur les évaluations environnementales

En vue de contribuer au renforcement des capacités, les promoteurs de l'École d'été, l'IEPF et le SIFÉE, visaient à mettre à la disposition du grand public, la documentation accumulée depuis plusieurs années à travers les différentes sessions passées et autres documents de même type. Cette activité avait pour objectifs de :

- fournir un inventaire des contenus de formation accumulés à travers la série d'Écoles d'été passées et d'autres documents de formation pertinents sur les études d'impacts sur l'environnement;
- faire une catégorisation des fichiers de formation existants en fonction des thématiques, principalement pour la période de 2005 à 2009;
- structurer les documents disponibles, en fonction d'une table des matières préalablement validées, qui distingue les aspects conceptuels des outils et leurs applications à différents secteurs de développement;
- produire un cédérom convivial de ces documents, pouvant servir de support documentaire pour les formations sur l'ÉIE en langue française.

L'élaboration du cédérom a été effectuée entre octobre et décembre 2009. Durant cette période, les activités suivantes ont été réalisées :

- inventaire des contenus de formation accumulés à travers la série d'Écoles d'été passées (2002-2009) et d'autres documents de formation pertinents sur les études d'impacts sur l'environnement;
- catégorisation des fichiers de formation existants en fonction des thématiques : concepts théoriques sur l'ÉE, l'ÉIE et l'ÉES, études de cas d'application selon les secteurs de développement (énergie, transports, mines, agriculture, prise en compte de la santé, changements climatiques, etc.);
- structuration (table des matières) des données concernant les études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) et l'évaluation environnementale stratégique;
- élaboration des pages web facilitant la navigation sur le cédérom et d'accéder aux documents disponibles à partir d'une table des matières;
- validation de la structure proposée et de la pertinence des fichiers (contenus et formats);
- production et diffusion des cédéroms.

Il s'agit de 300 fichiers pertinents regroupés en grandes thématiques (voir Annexe 1). 300 exemplaires du cédérom sont disponibles au SIFÉE pour diffusion à diverses occasions.

La diffusion de ces documents est une contribution majeure à la facilitation de l'accès à l'information disponible en langue française sur l'évaluation environnementale. En effet, le cédérom compile la documentation accumulée depuis plusieurs années à travers les différentes sessions passées des Écoles d'été et autres documents de même type sur les évaluations environnementales en langue française. Ces documents pourraient constituer aussi un support utile pour la production d'outils de formation adaptés.

Préparatifs de la première phase : « Atelier régional d'élaboration des contenus de formation et de formation de formateurs »

L'atelier de Ouagadougou constitue la première étape de ce programme. Pour faciliter la recherche de financement auprès de la BADEA (Banque Arabe de développement économique et Agricole), la réalisation de cette formation est confiée à l'IEPF (organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie, OIF), avec la collaboration de l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG-INTERNATIONAL), (institution universitaire basée au Burkina Faso). L'atelier aura lieu à Ouagadougou (Burkina Faso) du 29 novembre au 13 décembre 2010. Il s'agit d'un atelier de formation de formateurs, qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des capacités d'intervention des acteurs de terrain. Il consiste en la mise en place des outils de bases nécessaires à la réalisation de séminaires nationaux de sensibilisation et de formations pour la maîtrise des procédures et des outils de l'évaluation environnementale dans les pays francophones en développement.

Ses objectifs sont :

- mettre à la disposition des personnes ressources et leaders de groupes des pays concernés, de la documentation de base permettant l'élaboration de matériels pédagogiques adaptés pour l'animation d'ateliers nationaux de sensibilisation et de formation des agents de l'administration publique en charge de l'évaluation environnementale dans les pays concernés, des institutions universitaires et centres de recherche;
- initier un espace d'information et d'échanges sur les approches et démarches nécessaires pour le montage et la réalisation d'ateliers nationaux pour la promotion et la maîtrise des procédures, outils et méthodes d'études d'impacts sur l'environnement;
- mettre en place un cadre de suivi et d'accompagnement des équipes nationales de formation en évaluation environnementale en vue de favoriser la réalisation d'une série d'ateliers nationaux de sensibilisation et de formation des différentes catégories d'acteurs concernés.

La formation s'adresse à 9 pays francophones d'Afrique de l'Ouest à raison de 3 participants par pays à l'exception du pays hôte le Burkina Faso avec 6 participants, soit un total de 30 stagiaires. D'autres formations sont prévues en 2011 et 2012 pour les autres sous-régions de la Francophonie. Les pays ciblés sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle utilisera des approches combinées de présentation de concepts théoriques (rappels sur les outils pédagogiques, mise à niveau sur les concepts théoriques sur les études d'impacts sur l'environnement), la réalisation d'exercices pratiques basés sur une étude de cas réelle, des visites de terrain et la réalisation d'ateliers de conception des modules.

La formation qui durera 2 semaines comprendra 5 volets : (i) état des lieux et stratégie d'intervention pour la formation en évaluation environnementale dans les pays francophones en développement; (ii) enseignements sur le renforcement des capacités humaines en études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) en Afrique de l'Ouest; (iii) revue sur les études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) : cas d'un projet d'aménagement hydro agricole au Burkina Faso; (iv) élaboration des contenus des modules de sensibilisation et de formation (Groupes de travail et séances de restitution); (v) mise en place d'un mécanisme de suivi et accompagnement des formations au niveau national.

À l'aide de panels, des échanges auront lieu sur le montage, la recherche de financement et la réalisation d'ateliers nationaux en environnement, la mise en place d'un mécanisme de coordination par l'ISIG-INTERNATIONAL.

3. ANIMATION ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU

3.1 Adhésion de nouveaux membres au SIFÉE

Plusieurs représentations ont été faites par Karim SAMOURA au cours de la dernière année. La dernière mission à Cotonou, en mars dernier, a permis d'obtenir des promesses fermes de plusieurs organismes à déposer leur demande de candidature, pour devenir membre du SIFÉE.

Avant le Colloque de Niamey-2009, le SIFÉE comptait 44 membres, provenant de 18 pays différents. En marge de cet événement, le SIFÉE a enregistré 6 nouveaux membres. Il s'agit de :

- Vox Novia dans la catégorie : Firme de moins de 25 employés en environnement (bureau d'études);
- Forum Énergies Renouvelables-Développement Durable et Solidarité Internationale (FERDEDSI) dans la catégorie : Association;
- JAT Consulting SARL dans la catégorie : Firme de moins de 25 employés en environnement (bureau d'études);
- Association Centrafricaine des Professionnels en Évaluation Environnementale (ACAPÉE) dans la catégorie : Association;
- Land-Ressources Sarl dans la catégorie : Firme de moins de 25 employés en environnement (bureau d'études);
- Société Africaine d'Expertise (SAFEX) dans la catégorie : Firme de moins de 25 employés en environnement (bureau d'études).

Depuis l'assemblée générale des membres de Niamey, 8 autres nouvelles adhésions ont été enregistrées :

- Association Actions Citoyennes « Énergie, Environnement et Développement » (Sénégal) – date acceptée : 11 mars 2010;
- Association Burkinabè des Commissaires Enquêteurs (ABUCOME) (Burkina Faso) - date acceptée : 12 février 2010;
- Centre régional AGRHYMET (République du Niger) - date acceptée : 1^{er} novembre 2009;
- Club des Amis du Japon (CAJ) (République de Guinée) - date acceptée : 11 mars 2010;
- Institut Supérieur d'Informatique et Gestion (ISIG) (Burkina Faso) - date acceptée : 16 mars 2010;
- Observatoire National pour l'Environnement au Congo (O.N.E.C.) (Rép. Dém. du Congo) - date acceptée : 1^{er} octobre 2009;
- Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger (République du Niger) - date acceptée : 25 février 2010 (Pour cet organisme gouvernemental, une entente pour le paiement doit être prise avec le Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact (BEEEI), étant donné que ce sont deux organismes gouvernementaux d'un même pays);
- Agence nationale de l'environnement, Côte d'Ivoire (ANDE) - date acceptée : 1^{er} juin 2010.

Quatre (4) autres dossiers de candidatures, notamment des institutions universitaires de pays en développement (1 en Côte d'Ivoire, 2 au Sénégal et 1 au Maroc), sont en attente d'être complétées (au niveau de la direction), avant transmission à l'exécutif du CA pour analyse et décision. La liste actualisée des organismes membres du SIFÉE est présentée en Annexe 2.

3.2 Refonte du site internet du SIFÉE

Le SIFÉE a décidé en début d'année 2009 de procéder à la refonte complète de son site Internet. Cette refonte était rendue nécessaire, étant donné le visuel désuet de notre présent site et la volonté de donner des avantages tangibles à nos membres, pour ainsi accroître notre membership. Après des appels d'offres, nous avons signé un contrat avec la firme Valide Communication.

Dans un premier temps, avec la préparation du Colloque et de l'École d'été de Niamey et de la surcharge de travail occasionnée par la préparation de ces événements, nous n'avons pas effectué de suivi serré sur ce dossier et pensions que la firme choisie travaillait sur la refonte de notre site Internet. Nous avons constaté à notre retour de Niamey, que la construction du nouveau site n'avait pas évolué.

Malgré notre bonne volonté à faire avancer la refonte du site Internet, elle n'avance pas aussi vite que nous désirons. Le travail semble être exécuté à environ 60 %. La firme nous explique qu'ils sont surchargés de travail et le programmeur (le seul) a été régulièrement malade tout l'automne. Nous ne pouvons pas encore poser d'ultimatum, de risque que la firme se retire complètement du projet et que les procédures judiciaires seraient longues, ardues et coûteuses pour le SIFÉE.

Parallèlement, deux personnes ressources du SIFÉE ont obtenu des contrats de travail sur : (i) pour Georges LANMAFANKPOTIN, la réécriture du contenu du site Internet dans un style journalistique. Le résultat est fort intéressant et améliore grandement la qualité du contenu; (ii) pour Nicolas Shuku ONEMBA, l'élaboration des fiches de profils des institutions membres du SIFÉE. Grâce à un suivi rapproché fait de la direction, des fiches sont actuellement produites pour toutes les institutions membres du SIFÉE. Ces fiches doivent être validées par les représentants des dites institutions.

Il convient de mentionner que toutes les dispositions ont été prises pour avoir des termes de référence, claires et un contrat de travail avec la firme consultante. Un suivi rigoureux a été assuré par Andrée Lyne ALLAIRE dès notre retour de Niamey, à partir de juillet 2009. Le travail est bien avancé sur plusieurs points (page d'accueil, structure du site, procédure d'intégration des données, contenu à mettre en ligne).

Les problèmes se situent aux niveaux : (i) du fonctionnement des procédures d'intégration des données dans le site de façon autonome; (ii) de la présentation des pages web individuelles des organismes membres; (iii) de l'attachement des fichiers joints et; (iv) de la création des forums de discussions.

En raison de ces problèmes, les relations de travail se sont dégradées entre le SIFÉE et la firme de consultation. Ce qui nous indique qu'il est mieux d'aller vers une rupture du contrat octroyé et de chercher une solution alternative. Nous attendons de sécuriser les résultats partiels livrés, avant d'adresser une lettre de rupture de contrat à la firme. Nous prendrons ensuite les dispositions nécessaires pour la finalisation du site.

Concernant l'aspect financier, les paiements effectués à la firme sont : 1354,50 \$ (30 %) au démarrage; 1354,50 \$ (30 %) à la livraison des premiers résultats. Il faut dire que la firme a avancé dans le travail par la suite; mais le paiement des 40 % restant (1806 \$) est assujéti à la livraison de la totalité du site. Le montant payé jusqu'à présent n'est pas du tout exagéré par rapport au travail partiel livré.

Le bilan financier du projet dans son ensemble se présente comme suit : sur une dépense totale autorisée de 10 000 \$ (cf. budget prévisionnel 2009), les dépenses effectuées sont : 1000 \$ (élaboration des termes de référence), 2709 \$ (60% de la prestation de la firme engagée pour la construction du site) et 1600 \$ (pour l'élaboration du contenu à mettre sur le site). Soit environ 5306\$. Le reste du montant, soit 4691 \$, est reporté au budget de 2010.

En termes de stratégie pour la finalisation du site, nous prévoyons engager un stagiaire rémunéré ou un consultant, qui travaillerait à temps partiel ou plein temps, directement dans nos bureaux. De cette façon, nous contrôlerons mieux l'évolution du travail.

3.3 Développement de partenariats

3.3.1 Collaboration avec les associations régionales africaines

Dans le cadre de la recherche de soutiens pour la mise en œuvre de nos initiatives de renforcement des capacités, la direction a eu des échanges avec les associations régionales africaines à savoir l'Association ouest africaine pour l'ÉE (AOAEE) et le Secrétariat de l'évaluation environnementale en Afrique Centrale (SEEAC). Ces deux associations, mises en place depuis 2002 grâce à l'appui de la Banque Mondiale et du CLEAA, sont soutenues par plusieurs partenaires qui investissent dans les activités de renforcement des capacités en Afrique. Elles peuvent constituer des points de jonction entre le réseau du SIFÉE et les réseaux anglophones en évaluation environnementale. Elles peuvent aussi aider le SIFÉE à être plus présent sur le terrain dans leurs régions respectives.

Depuis deux ans, ces associations réalisent des activités de formations qui sont parfois semblables à celles réalisées par le SIFÉE, mais à plus petite échelle. Il est préférable d'éviter la duplication des activités de formations destinées aux mêmes acteurs (Associations de professionnelles en ÉE, universités et administrations publiques) et la dispersion des faibles moyens existants.

Pour ce faire, la direction du SIFÉE a initié des échanges avec leurs responsables en vue de mettre en place un cadre de collaboration permettant de favoriser la synergie et la coopération dans nos activités. Ces échanges ont abouti à la signature d'une convention de collaboration avec l'AOAEE. Le document de cette convention a été validé par les membres de l'exécutif du CA du SIFÉE avant sa signature par les deux parties.

Dans le même ordre d'idées, le SEEAC a soumis au SIFÉE une convention de partenariat. Le contenu de cette convention est semblable à celui de la Convention SIFÉE-AOAEE.

Par ailleurs, la Communauté de pratique de l'approche Écosanté en Afrique (COPES-Africa), souhaite avoir une convention semblable avec le SIFÉE. La COPES-Africa est un regroupement d'organismes universitaires africains, engagés dans la promotion de l'approche Écosanté comme outil d'analyse et de recherche-développement. Plusieurs membres de ce réseau sont membres du SIFÉE ou pourraient l'être à l'avenir. La collaboration entre le SIFÉE et la COPES-Africa permettrait au SIFÉE d'élargir son réseau et d'impliquer ses

membres dans la mise en œuvre de la deuxième phase du programme d'institutionnalisation de l'approche Écosanté. En effet, plusieurs activités de ce programme triennal, piloté par la COPES Africa et financé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), cadrent avec les activités et initiatives en cours dans le réseau du SIFÉE. L'élaboration d'un document de Convention de partenariat est en cours. Ainsi, la COPES Africa pourrait s'associer à l'organisation du Colloque international de 2011 et à d'autres activités du SIFÉE.

3.3.2 Implication dans le projet de recherche sur la « Participation citoyenne dans l'évaluation environnementale dans les pays francophones en développement »

Pour faire suite au Colloque sur la Participation citoyenne organisé à Dakar en mars 2009 par l'ÉNAP-Québec, le BAPE, l'IEPF, le SIFÉE et l'Université de Montréal, ont initié un projet de recherche-action sur la participation citoyenne dans l'évaluation environnementale dans les pays francophones d'Afrique. Ce projet consiste à faire l'état des lieux et une analyse comparative des procédures et pratiques de participation publique dans les pays francophones. Il permettra de faire une analyse comparée de la pratique dans les pays concernés et tirer des enseignements utiles pour la promotion de la participation publique dans l'espace francophone.

Le rôle du SIFÉE dans ce projet consiste à : (i) favoriser l'implication des institutions membres de son réseau dans la recherche; (ii) aider l'équipe de recherche à identifier trois personnes ressources par pays qui effectueront la collecte de données; (iii) favoriser l'organisation de réunions physiques des participants au projet en marge des rencontres du SIFÉE (un atelier de lancement du projet aura lieu à Paris le 19 septembre 2010, en marge du Colloque, avec les représentants de 16 pays présents); (iv) appuyer la principale personne ressource du projet dans les prises de contact avec les acteurs de terrain, etc.

Les retombées directes du projet sont :

- l'animation du réseau du SIFÉE par des actions concrètes de promotion de l'évaluation environnementale et de la participation publique;
- la mise à la disposition des équipes-pays, de fonds minimaux destinés à faciliter la collecte de données et la réalisation éventuelle de mini ateliers de validation des résultats de la recherche, contribuant ainsi à l'animation des réseaux nationaux;
- la participation du SIFÉE à la diffusion des résultats de recherche et l'accroissement de sa visibilité en tant que réseau d'experts.

L'équipe de recherche internationale est composée de plusieurs chercheurs dont : Louis CÔTÉ (professeur ENAP-Québec), Benoît LEVESQUE (professeur UQAM), Pierre ANDRÉ (professeur Udm), Michel BERNIER (ENAP-Québec), Charles KETTLER (BAPE), Karim SAMOURA (SIFÉE), Georges LANMAFANKPOTIN (Udm).

3.3.3 Attribution de distinctions honorifiques

Pour souligner la contribution et l'engagement d'organisations et d'individus aux activités du SIFÉE, celui-ci octroie annuellement des distinctions honorifiques :

Distinctions remises à Niamey, mai 2009

Association malienne pour les études d'impacts sur l'environnement (AMÉIE)	<p>Membre collaborateur émérite : est attribué aux organismes membres du SIFÉE qui ont contribué à la réalisation d'activités d'échanges, de renforcement des capacités et de développement d'outils en évaluation environnementale. Ces activités doivent avoir contribué à la visibilité du SIFÉE, à l'animation et à la consolidation de son réseau.</p>
Le Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact (BÉEEI)	
L'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE)	
Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)	
L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<p>Soutien majeur : est attribué aux organismes qui à travers un soutien constant aux activités du SIFÉE, apportent une contribution reconnue à la promotion de l'évaluation environnementale comme outils de mise en œuvre du développement durable. Ces appuis peuvent concernés la réalisation d'activités de diffusion d'information, de renforcement des capacités ou le fonctionnement du SIFÉE.</p>

Distinction à remettre à Paris, septembre 2010

Association nigérienne des professionnels en études d'impact environnemental (ANPÉIE)	<p>Membre collaborateur émérite : est attribué aux organismes membres du SIFÉE qui ont contribué à la réalisation d'activités d'échanges, de renforcement des capacités et de développement d'outils en évaluation environnementale. Ces activités doivent avoir contribué à la visibilité du SIFÉE, à l'animation et à la consolidation de son réseau.</p>
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)	<p>Soutien majeur : est attribué aux organismes qui à travers un soutien constant aux activités du SIFÉE, apportent une contribution reconnue à la promotion de l'évaluation environnementale comme outils de mise en œuvre du développement durable. Ces appuis peuvent concernés la réalisation d'activités de diffusion d'information, de renforcement des capacités ou le fonctionnement du SIFÉE.</p>
Monsieur Jean LAFONT	<p>Ami du SIFÉE : est attribué à une personne ressource ayant témoigné de son engagement et apporté une contribution reconnue à la réalisation d'activités du SIFÉE ou d'autres organismes ayant le même but, en vue de promouvoir les évaluations environnementales et participation publique. Ces activités concernent : le renforcement des capacités, l'animation et le développement de réseau de compétences, la promotion d'initiatives novatrices, l'appui au développement et à la diffusion d'outils, d'articles ou d'ouvrages scientifiques.</p>
Monsieur Robert JOLY	
Monsieur Marcel A. BAGLO	

3.4 Comptes rendus des missions de la direction et participation aux rencontres internationales

Pour promouvoir le SIFÉE et ses activités dans l'espace francophone, diverses missions ont été réalisées par la direction et les membres du conseil d'administration. Les plus importantes de ces missions sont présentées ci-dessous.

Réunions de travail au siège de l'Institution de l'énergie et environnement de la Francophonie (IEPF), Québec, Canada :

Le directeur général du SIFÉE a effectué des visites de travail au siège de l'IEPF (Québec, Canada). À l'occasion de ces visites, il a eu des réunions de travail avec la directrice exécutive, le directeur adjoint chargé de la programmation et le responsable du programme MOGED. Les discussions ont porté sur la normalisation et l'encadrement de la collaboration entre le SIFÉE et l'IEPF, les comptes rendus de l'École d'été et du Colloque de Niamey-2009, le lancement et la poursuite du projet de reboisement à Niamey (réalisé en compensation des émissions de gaz à effet de serre liées aux Colloques et Écoles d'été), l'inscription des activités conjointes dans la programmation des deux institutions.

Comme principaux résultats de ces rencontres, il convient de mentionner l'obtention de l'IEPF, d'une lettre officielle tenant lieu d'engagement de ce dernier pour le financement continu de l'École d'été et du Colloque jusqu'en 2013. Un protocole d'entente sur la réalisation de ces activités et autres projets conjoints est à venir. Il faut citer aussi l'engagement de l'IEPF à soutenir la mise en place d'un programme conjoint de formation, suivi et accompagnement de formateurs dans les pays francophones en développement. Dans ce cadre, l'IEPF a engagé des démarches auprès de la Banque arabe de développement économique et agricole (BADEA). Une recherche conjointe de financement pour la réalisation de l'atelier de Ouagadougou sur l'élaboration de contenus de formation, a permis d'obtenir un appui financier de 4000 \$ pour l'élaboration du cédérom de synthèse des Écoles d'été passées, et enfin, d'obtenir un financement annuel de 4000 \$ pour le projet de reboisement initié en marge du Colloque de Niamey-2009.

À noter que le SIFÉE est le premier partenaire de l'IEPF à bénéficier d'une telle garantie de financement. Pour l'IEPF, ce geste s'explique par les excellents résultats produits par le SIFÉE dans la mise en œuvre du programme MOGED. Selon Mme Touré Fatimata DIA, directrice exécutive de l'IEPF, le SIFÉE fait figure de partenaire exemplaire pour la réalisation d'activités conjointes ou déléguées.

Mission à Ottawa (Canada), novembre 2009

Dans le cadre de la consolidation des relations de travail avec nos partenaires canadiens, une délégation du SIFÉE conduite par le Président de son conseil d'administration, M. Jean-Philippe WAAUB et comprenant le directeur général Karim SAMOURA, s'est rendue à Ottawa (Canada) le 03 novembre 2009. La délégation a rencontré successivement les autorités de l'Agence Canadienne de l'Évaluation Environnementale (ACÉE) (M. Yves Leboeuf, vice-président de et M. François BOULANGER, directeur Québec de l'ACÉE), Mme. Jacqueline BILODEAU, Direction des politiques environnementales de l'ACDI, l'Équipe Écosanté du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI).

Ces rencontres qui ont été l'occasion de présenter le nouveau président du CA du SIFÉE à nos partenaires, ont aussi permis :

- à l'ACÉE d'exprimer toute sa satisfaction au SIFÉE pour sa contribution à la promotion de l'ÉE à travers notamment ses Colloques internationaux, de réaffirmer son soutien financier à ces Colloques pour les prochaines années, d'accepter de s'associer à l'organisation de la journée de consultation intitulée « Coopération internationale et ÉE » que le SIFÉE envisageait d'organiser à Québec le 21 janvier 2010.
- à l'ACDI de témoigner de l'évolution positive du SIFÉE ces dernières années et de suggérer des sujets de réflexions tels que l'efficacité des ÉE, comme thématique à aborder lors du prochain Colloque.
- au CRDI de donner des indications sur la meilleure façon de collaborer avec le SIFÉE, à travers le soutien d'activités communes que le SIFÉE pourrait mettre en place avec la *COPES Africa* (Communauté de pratique de l'approche Écosanté en Afrique). Dans ce cadre, la possibilité d'un Colloque conjoint dans les prochaines années a été évoquée.

Participation du Directeur général à la première conférence africaine sur l'approche Écosanté (Cotonou – Bénin, mars 2010)

Répondant à l'invitation de la Coordination de la COPES-Afrique et de l'IEPF, le directeur général a participé à la première conférence africaine sur l'approche Écosanté, tenue à Cotonou en mars 2010. En plus de présider une session en plénière au nom du SIFÉE, le directeur a mis l'occasion à profit pour :

- faire l'ébauche d'une entente de collaboration SIFÉE-COPES-Afrique : cette entente est basée sur le document d'entente SIFÉE-AOAÉE, déjà validé par l'exécutif du CA du SIFÉE. Elle reste encore à finaliser;
- identifier des actions de collaboration SIFÉE-COPES, que la COPES doit intégrer dans son plan d'action d'institutionnalisation devant être financé par le CRDI;
- discuter d'une possible implication de la COPES et du CRDI dans le Colloque de Paris (par l'organisation d'un atelier spécial) et dans le Colloque de 2011;
- définir ensemble un axe d'intervention commun sur le développement et l'intégration des outils méthodologiques en évaluation environnementale et en Écosanté.

En outre, le Directeur général du SIFÉE a profité de l'occasion pour faire la promotion du Colloque et de l'École d'été de Paris-2010 et donner des informations sur les avantages et les modalités d'adhésion au SIFÉE. Des représentants d'au moins cinq organismes ont par la suite présenté à la direction une demande d'adhésion au SIFÉE. Parmi ces organismes, un, l'Agence nationale de l'environnement de la côte d'Ivoire (ANDE), a finalisé son processus d'adhésion. Le suivi des autres demandes est en cours pour compléments de dossiers.

Réunions préparatoires du Colloque et de l'École d'été de Paris-2010 (Paris, France, mars et avril 2010) :

Dans le cadre des préparatifs du Colloque et l'École d'été de Paris-2010, le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du SIFÉE, ont effectué une mission conjointe à Paris en fin mars, début avril 2010. En effet, M. WAAUB a profité d'un séjour en Europe pour participer à d'importantes réunions à Paris concernant le Colloque et l'École d'été, du 28 mars au 1^{er} avril 2010. À cette occasion, il a pu faire des réunions de travail avec les personnes contacts du SIFÉE à l'UNESCO et au MEEDDM. Il a aussi participé à deux réunions de travail, dont la première sur l'élaboration du programme de formation de l'École d'été et la définition des éléments du partenariat SIFÉE-ENGREF, la seconde sur l'élaboration du programme cadre du Colloque. Par ailleurs, il a présidé la cérémonie de remise du Trophée du Colloque aux autorités du MEEDDM. De son côté, le séjour du directeur du SIFÉE (du 31 mars au 6 avril 2010), en plus de participer aux réunions de travail concernant l'École d'été et le Colloque, a focalisé son séjour sur l'organisation logistique : recherche d'hôtels (hébergement), de traiteurs pour les pauses et repas, visite de salles de formation et de conférences. L'effort conjugué des deux instances du SIFÉE a permis de faire avancer rapidement plusieurs dossiers en suspend et d'obtenir un engagement plus ferme des partenaires locaux.

Participation du directeur général au Congrès international de l'IAIA :

Cette mission était combinée avec la participation du Directeur général du SIFÉE au Congrès de l'IAIA (*International association for impact assessment*), qui avait pour but de :

- représenter le SIFÉE au Congrès de IAIA et d'y réaliser un Kiosque sur les activités du SIFÉE, notamment le Colloque de Paris-2010;
- susciter la participation d'anglophones au colloque de Paris-2010;
- rencontrer sur place les représentants des associations régionales africaines pour discuter de collaboration dans le cadre du renforcement des capacités en évaluation environnementale;
- effectuer une visite de travail à l'Institut de santé tropicale de Bâle, institution mère du Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire (membre du SIFÉE).

Concrètement, une cinquantaine de dépliants sur le Colloque ont été distribués et des rencontres personnalisées réalisés pour la promotion du Colloque de Paris-2010. Des notes ont été prises sur l'organisation logistique du congrès en vue de tirer des leçons pour l'amélioration de certains aspects organisationnels des Colloques du SIFÉE. Des pistes de collaboration avec le PNUE pour l'organisation du Colloque du SIFÉE en 2011, ont été identifiées. Le document d'entente de collaboration SIFÉE-AOAÉE (Association ouest africaine pour l'ÉE) a été finalisé et un projet d'entente semblable initié avec le Président du Secrétariat pour l'ÉE en Afrique Centrale (SEEAC).

Participation de l'assistant de direction à la conférence de l'IMEX (Francfort, Allemagne, juin 2010)

Financé à 80 % par Montréal International, cette mission devait permettre au SIFÉE d'identifier des partenaires d'organisation de conférence dans plusieurs pays, de se familiariser avec les nouveaux concepts d'écoévénements, d'échanger et se faire connaître auprès de diverses agences de voyages et de tourisms pour d'éventuelles collaborations futures.

Elle a permis à M. Antoni CORMIER, assistant de direction au SIFÉE, d'améliorer ces connaissances dans le domaine de l'organisation d'évènements internationaux, de faire des prises de contact dans plusieurs pays francophones dont le Maroc, la Tunisie, Madagascar, les Comores, la Belgique, la Suisse, la France, etc. Dans l'immédiat, les échanges d'informations avec des responsables d'agences de tourisms en France pourraient permettre d'améliorer les conditions de séjours des participants au Colloque de Paris (accès à l'information sur la ville, facilité d'achat de tickets de transports en commun Paris, etc.), d'intégrer des éléments d'écotourisme dans l'organisation du Colloque de Paris, etc.

4. SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

4.1 Bilan financier de l'année 2009

Il convient de rappeler que compte tenu de l'importance du surplus budgétaire de l'année 2008 et du cumul des surplus des années antérieures, le CA avait recommandé à la direction de mettre en œuvre des actions de développement internes et de soutiens aux membres sur fonds propre. C'est ainsi que plusieurs initiatives ont été prises dont : la refonte du site Internet, la contribution directe du SIFÉE dans la prise en charge de stagiaires et participants à l'École d'été et au Colloque de Niamey-2009, le financement de la confection d'un cd-rom de synthèse des Écoles d'été passées, la réalisation d'activités régionales de promotion du SIFÉE et de ses activités. C'est dans ce contexte que le budget de l'année 2009 a été exécuté. Il se solde au 31 décembre 2009 par un total des produits de 314 524,14 \$CAD (193 167,20 €) et par une dépenses totale de 349 348,95 \$CAD (214 555,10 €) ; soit un déficit de 34 824,81 \$CAD (21 387,90 €).

Les différences des totaux des produits et des charges par rapport aux prévisions, s'expliquent par la non-réalisation de l'atelier de Ouagadougou sur la formation de formateur, pour lequel les financements n'ont pu être obtenus malgré les démarches effectuées par la direction.

Au niveau des charges, il apparaît que les dépenses effectuées sont en général inférieures à celles prévues, sauf dans la ligne « salaires et charges sociales ». Pour cette ligne, le dépassement est lié notamment à l'ajustement salarial effectué au bénéfice de l'adjointe de direction et, dans une moindre mesure au directeur, conformément aux contrats de travail de ces derniers.

En somme, le déficit enregistré cette année s'explique surtout par : les investissements réalisés à la charge du SIFÉE pour la refonte du site Internet, le préfinancement des dépenses de préparation de l'atelier de formation de Ouagadougou pour lequel les subventions et frais d'inscription prévus n'ont pas été obtenus, les fluctuations des taux d'échanges de l'euro et du dollar canadien ayant entraîné une perte d'environ 5000 \$CAD, etc.

Dans l'ensemble, il convient de noter que la santé financière du SIFÉE reste très bonne. En effet, le surplus cumulé est encore supérieur à 200 000 \$CAD.

Le budget 2009 est disponible dans un document séparé, intitulé « Bilan financier au 31 décembre 2009 ».

4.2 Prévisions budgétaires des années 2010 et 2011

Le budget (disponible sur demande) s'équilibre à 592 481 \$CAD en produits et charges. Une grande part de ce montant concerne les événements de Paris-2010 (Colloque et École d'été), soit 389 150 \$CAD. Les subventions au fonctionnement et les cotisations de membres restent dans le même ordre de grandeur que les années passées, avec une légère augmentation.

À noter que le Colloque et l'École d'été de Paris-2010 occupent une part importante dans ce budget. Les lignes concernant le fonctionnement (salaire, promotion, loyer, etc.) restent pratiquement inchangées. La finalisation du site Internet est estimée à environ 5000 dollars.

Les fonds concernant l'atelier de Ouagadougou sont particulièrement faibles, car le SIFÉE n'en est plus l'exécutant. En effet, l'obtention de la subvention de la BADEA par l'IEPF nécessitait le désengagement du SIFÉE au profit d'une institution universitaire africaine ayant des compétences avérées en formation continue et en évaluation environnementale. Toutefois, une entente de collaboration avec cette institution permettra au SIFÉE de partager les surplus de l'organisation de l'atelier. Ce qui permettrait de compenser les dépenses liées à la participation du représentant du SIFÉE, et si possible de faire un léger profit.

Enfin, l'obtention d'un surplus financier grâce au Colloque et à l'École d'été de Paris sera déterminant pour assurer l'équilibre budgétaire de l'année 2010-2011, ce qui est fort possible si l'on considère les données actuelles (subventions obtenues, nombres d'inscriptions payantes au Colloque et à l'École d'été, services offerts par les partenaires locaux, etc.).

5. ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 2010-2011 ET PERSPECTIVES

Comme les années précédentes, les principales activités de la direction seront de préparer et réaliser les éditions 2011 de l'École d'été de l'IEPF et du SIFÉE ainsi que du Colloque international en évaluation environnementale. Outre ces événements phares, une priorité sera accordée à la finalisation du nouveau site internet et de ses accessoires. Le développement et l'animation se feront à travers le recrutement, la promotion, le suivi et l'accompagnement des réseaux nationaux. Cette activité met l'accent sur la formation de masse au niveau des pays grâce au programme de formation et accompagnements des formateurs-pays. Elle s'appuiera sur les institutions universitaires et les personnes ressources du réseau, pour maintenir une animation scientifique sur les contenus et les approches pédagogiques de formation.

Organisation de l'École d'été de l'IEPF et du Colloque international en évaluation environnementale pour l'année 2011

Ces derniers mois, la direction du SIFÉE a effectué des consultations d'institutions partenaires et membres et de plusieurs personnes ressources, en vue d'identifier un thème porteur et un lieu pour le Colloque et l'École d'été de l'année 2011. À la suite de ces consultations, une unanimité s'est dégagée autour, d'une part, de la problématique de la gestion des forêts comme thème d'intérêt et; d'autre part, la réalisation de ces événements dans un pays de l'Afrique centrale.

Concernant le thème, la déforestation est vue comme une problématique en lien avec les changements climatiques, la conservation de la biodiversité et la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Elle est aussi en lien avec l'exploitation forestière, le bois-énergie (biomasse) et le développement d'infrastructure de transport, d'énergie, etc. Ce thème cadre bien avec le fait que 2011 est l'année internationale de la lutte contre la déforestation. En outre, il pourrait intéresser plusieurs partenaires techniques et financiers dont l'IEPF, le CRDI, par l'intermédiaire de la Communauté de Pratique de l'Approche Écosanté en Afrique (COPES-Africa), le programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), etc.

Pour le choix du pays hôte, le Cameroun a été proposé. Ce choix s'explique par la présence de plusieurs membres du réseau du SIFÉE dans ce pays et par la lettre de manifestation d'intérêt de la part du Secrétariat de l'Évaluation Environnementale en Afrique Centrale (SEEAC), dirigé par M. Dieudonné BITONDO, ancien président du conseil d'administration du SIFÉE (1998-2000), pour être partenaire de l'organisation de ces événements. Le SEEAC, basé au Cameroun, est une association régionale qui regroupe plusieurs associations nationales de l'Afrique centrale qui sont membres du SIFÉE.

Ainsi, lors de leur dernière réunion électronique (du 28 juin au 28 juillet), les membres du CA du SIFÉE ont adopté à l'unanimité la résolution 42.5.6 qui approuve la tenue des éditions 2011 du Colloque et de l'École d'été au Cameroun sur le thème « *Déforestation et Évaluation environnementale* ».

La finalisation et l'opérationnalisation du nouveau site internet

La finalisation du nouveau site internet est une priorité pour la direction. Des actions sont déjà en cours pour changer de firme consultante. Ainsi, des personnes ressources seront consultées afin d'identifier une firme crédible disposée à finaliser le travail commencé. Toutefois, les termes de référence et l'architecture du site, déjà élaborés et validés, continueront à servir de documents de base à la confection du site.

La mise en fonction du site Internet va nécessiter la production continue d'informations, de données et de documents spécialisés à mettre en ligne. Dans ce cadre, nous aurons à :

- compléter, valider et mettre en ligne, les fiches de présentation des institutions membres du SIFÉE,
- élaboration et diffusion sur internet :
 - le répertoire sur des compétences renforcées en évaluation environnementale et en économie de l'environnement;
 - le répertoire des ressources dans les pays : textes réglementaires, institutions impliquées dans les processus d'ÉIE.

La mise en ligne de ces informations permettrait de faire du SIFÉE un cadre de référence en matière d'échanges d'expériences, de renforcement des capacités et de développement et de partages des outils d'évaluation environnementale. Elle permettrait surtout à notre organisation de fournir des services réellement utiles à ces membres et à la communauté des praticiens francophones de l'ÉIE.

Poursuite du Programme d'accompagnement des réseaux nationaux en évaluation environnementale

Ce programme est présenté dans son ensemble dans le deuxième point du présent document. Dans la suite des activités qu'il prévoit, les étapes 2 et 3 sont prévues dans le programme de 2010-2011. Il s'agit de la réalisation de l'atelier régional de Ouagadougou sur « L'élaboration des outils de sensibilisation et formation en évaluation environnementale pour les pays francophones d'Afrique ». Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des capacités d'intervention des acteurs de terrain, par la mise en place des outils de bases nécessaires à la réalisation de séminaires nationaux de sensibilisation et de formations pour la maîtrise des procédures et des outils de l'évaluation environnementale dans les pays francophones en développement. Ces objectifs sont : (i) mettre à la disposition des personnes-ressources et leaders de groupes des pays concernés, de la documentation de base permettant l'élaboration de matériels pédagogiques adaptés pour l'animation d'ateliers nationaux de sensibilisation et de formation des agents de l'administration publique en charge de l'évaluation environnementale dans les pays concernés, des institutions universitaires et centres de recherche; (ii) initier un espace d'information et d'échanges sur les approches et démarches nécessaires pour le montage et la réalisation d'ateliers nationaux pour la promotion et la maîtrise des procédures, outils et méthodes d'études d'impacts sur l'environnement; (iii) mettre en place un cadre de suivi et d'accompagnement des équipes nationales de formation en évaluation environnementale en vue de favoriser la réalisation d'une série d'ateliers nationaux de sensibilisation et de formation des différentes catégories d'acteurs concernés.

La formation s'adresse à neuf (9) pays francophones d'Afrique de l'Ouest à raison de trois (3) participants par pays à l'exception du pays hôte le Burkina Faso avec six (6) participants, soit un total de 30 stagiaires. D'autres formations sont prévues en 2011 ou 2012 pour les autres sous-régions de la Francophonie. Les pays ciblés sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La formation qui est prévue du 29 novembre au 13 décembre 2010 (dates à confirmer), utilisera des approches combinées de présentation de concepts théoriques (rappels sur les outils pédagogiques, mise à niveau sur les concepts théoriques sur les études d'impacts sur l'environnement), la réalisation d'exercices pratiques basés sur une étude de cas réelle, des visites de terrain et la réalisation d'ateliers de conception des modules. Elle comprendra 5 volets :

1. état des lieux et stratégie d'intervention pour la formation en évaluation environnementale dans les pays francophones en développement;
2. enseignements sur le renforcement des capacités humaines en études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) en Afrique de l'Ouest;
3. revue sur les ÉIE : cas d'un projet d'aménagement hydro agricole au Burkina Faso
4. élaboration des contenus des modules de sensibilisation et de formation (Groupes de travail et séances de restitution);
5. mise en place d'un mécanisme de suivi et accompagnement des formations au niveau national.

Aux termes de l'atelier, les résultats suivants devront être obtenus : (i) une documentation pertinente sur l'évaluation environnementale est mise à la disposition des acteurs de terrain comme supports pédagogiques et outils de travail; (ii) des besoins en formation sont identifiés pour les différentes catégories d'acteurs concernés par le processus d'ÉIE dans les pays; (iii) des modules de formation sont élaborés sur les thèmes suivants (Sensibilisation des acteurs de la société civile et des décideurs à l'importance de l'évaluation environnementale et à leurs rôles dans les processus d'ÉIE, Formation des cadres de l'administration publique en charge de l'environnement et des membres des comités techniques à la démarche d'élaboration des directives (termes de référence) et d'analyse des rapports d'ÉIE, Formation des cadres des services techniques et des enseignants pour la maîtrise des techniques d'évaluation des impacts, d'élaboration et de mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale); (iv) des échanges d'expériences (entre formateurs et stagiaires) ont eu lieu sur les méthodes de formation andragogiques adaptées au domaine de l'évaluation environnementale et de la participation publique; (v) un forum de discussion, via le site Internet du SIFÉE, de l'ISIG-INTERNATIONAL et du 2iE, est mis en place comme mécanisme permanent le partage des expériences sur les méthodes de renforcement des capacités d'intervention des acteurs concernés; (vi) des manuels de formation sur les outils et méthodes en ÉIE sont largement diffusés dans les pays francophones et développement; (vii) un mécanisme de suivi, ainsi que des mesures et moyens d'accompagnement des réseaux nationaux, sont mis en place pour la réalisation d'ateliers nationaux de sensibilisation et de formation en ÉE.

Appuis à la réalisation d'ateliers nationaux en évaluation environnementale

Pour cette étape du programme, les actions suivantes sont envisagées pour cette année :

- appui à la réalisation d'un atelier national de formation en évaluation environnementale, organisé par le Bureau des évaluations environnementales et études d'impacts de la République du Niger (BEEEI);
- mobilisation des fonds d'appuis à la réalisation d'autres ateliers nationaux (IEPF, SIFÉE, Hydro-Québec, UEMOA, CEDEAO, CLEAA, etc.).

ANNEXE 1

Contenu du cédérom de formation

COLLECTION FORMATION – ÉDITION SPÉCIALE

Volume 3

Cédérom de support documentaire sur l'évaluation environnementale

ACCUEIL PRÉSENTATION - CÉDÉROM TABLE DES MATIÈRES REMERCIEMENTS PUBLICATIONS LE SIFÉE
RECHERCHER

Réalisé par :

[Pour effectuer une recherche par mots-clés](#)



Avec l'appui de :



PRÉSENTATION DU CÉDÉROM

CONTEXTE :

Ces dernières années, l'évaluation environnementale (ÉE), en particulier l'étude d'impacts sur l'environnement (EIE) est devenue l'un des outils les plus efficaces pour intégrer les préoccupations environnementales dans la planification des projets et des plans et programmes de développement. Cependant, l'utilisation efficace de cet outil dépend d'un certain nombre de facteurs dont : l'existence d'un cadre institutionnel et législatif fonctionnel de l'évaluation environnementale, un personnel compétent, l'implication des collectivités locales, l'existence d'organisations et d'établissements efficaces d'études, de formation et de recherche ainsi que la disponibilité de données socio-écologiques fiables dans les pays. Ces éléments de base doivent être partagés par l'ensemble des acteurs de développement impliqués dans les processus d'évaluation environnementale, pour assurer le bon fonctionnement du processus de prise de décision.

En Afrique francophone, l'Institut de l'énergie et l'environnement de la Francophonie (IEPF) et le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), ont joué, chacun en ce qui lui concerne, un rôle de leader dans la promotion des évaluations environnementales. Très tôt, ces deux institutions, ont adopté ensemble une approche reposant sur les points suivants : (i) cerner les besoins et le contexte de la pratique professionnelle ; (ii) inventorier les ressources nationales ou internationales susceptibles de contribuer au développement des capacités ; (iii) renforcer les capacités (juridiques, institutionnelles, humaines et matérielles) ; (iv) mettre à contribution les compétences locales sur le terrain ; (v) prendre en compte les particularités nationales ; (vi) identifier des approches de formation novatrices ; (vii) identifier des indicateurs pertinents de suivi et d'évaluation des interventions. Cette approche a abouti à la mise en place d'un programme d'intervention pour l'IEPF, appelé MOGED. La mise en œuvre de ce programme a fortement contribué à la création d'un grand réseau d'échanges d'expériences sur les outils de gouvernance environnementale.

En particulier, le programme MOGED, dans son volet « Évaluation Environnementale », a permis de réaliser plusieurs sessions des Écoles d'été en évaluation environnementale, co-organisées depuis plusieurs années par l'IEPF et SIFÉE. Il s'agit d'une formation qui vise à donner une formation adaptée aux besoins de divers acteurs de développement, qui proviennent de plusieurs secteurs d'activités.

Les stagiaires, des cadres de l'administration publique, des universités et centres de recherche, des bureaux-d'études, de la société civile (O.N.G. et associations socioprofessionnelles) et des gestionnaires de projets sont originaires de pays francophones, notamment ceux en voie de développement. Les formateurs qui sont des personnes-ressources de notoriété internationale, proviennent de grandes universités du nord et du sud et du milieu corporatif.

Elle offre ainsi une occasion rare aux formateurs et stagiaires du nord et du sud d'approfondir les réflexions sur l'application des outils à différents domaines, ainsi que leur adaptation au contexte des pays du sud, dont ceux de l'Afrique. Les supports pédagogiques ainsi produits, constituent une documentation de qualité, à diffuser pour le bien de la communauté de pratique en évaluation environnementale.

En vue de contribuer au renforcement des capacités, les promoteurs de l'École d'été se proposent, par ce cédérom, de mettre à disposition du grand public, la documentation accumulée depuis plusieurs années à travers les différentes sessions passées et autres documents de même type. La diffusion de ces documents est une contribution majeure à la facilitation de l'accès à l'information disponible en langue française sur l'évaluation environnementale. Ces documents pourraient constituer aussi un support utile pour la production d'outils de formation adaptés.

OBJECTIFS VISÉS :

- Fournir un inventaire des contenus de formation accumulés à travers la série d'Écoles d'été passée et d'autres documents de formation pertinents sur les études d'impacts sur l'environnement ;
- Faire une catégorisation des fichiers de formation existants en fonction des thématiques, principalement pour la période de 2005 à 2009 ;
- Structurer les documents disponibles, en fonction d'une table de matières préalablement validées, qui distingue les aspects conceptuels des outils et leurs applications à différents secteurs de développement ;
- Produire un cédérom convivial de ces documents, pouvant servir de support documentaire pour les formations sur l'ÉE en langue française.

ACTIVITÉS RÉALISÉES :

L'élaboration du cédérom a été effectuée entre octobre et décembre 2009. Durant cette période, les activités suivantes ont été réalisées :

- Inventaire des contenus de formation accumulés à travers la série d'Écoles d'été passée (2002-2009) et d'autres documents de formation pertinents sur les études d'impacts sur l'environnement ;

- Catégorisation des fichiers de formation existants en fonction des thématiques : concepts théoriques sur l'ÉE, l'ÉIE et l'ÉES, Études de cas d'application selon les secteurs de développement (énergie, transports, mines, agriculture, prise en compte de la santé, changements climatiques, etc.) ;
- Structuration (table des matières) des données concernant les études d'impacts sur l'environnement (ÉIE) et l'évaluation environnementale stratégique : raison d'être, procédures, processus, méthodes et techniques d'évaluation, enjeux sectoriels, études de cas, autres documentations et références sur les ÉIE, etc. ;
- Élaboration des pages web facilitant la navigation sur le cédérom et d'accéder aux documents disponibles à partir d'une table des matières ;
- Validation de la structure proposée et de la pertinence des fichiers (contenus et formats) ;
- Production et diffusion des cédéroms.

CONTENU DU CÉRÉDOM :

À l'ouverture du cédérom, on est en présence de plusieurs dossiers. À l'intérieur du sous-répertoire "Contenu_Formation", neuf dossiers sont répertoriés. Ils sont composés chacun de sous dossiers comportant des fichiers en format PDF, réalisés par des spécialistes en Évaluation Environnementale, en Études d'impacts, en Développement durable, issus de la plupart des pays francophones : africains, européens, américains (canada).

La plupart des dossiers comportent une partie sur les concepts théoriques et une autre partie sur les applications pratiques ou études de cas.

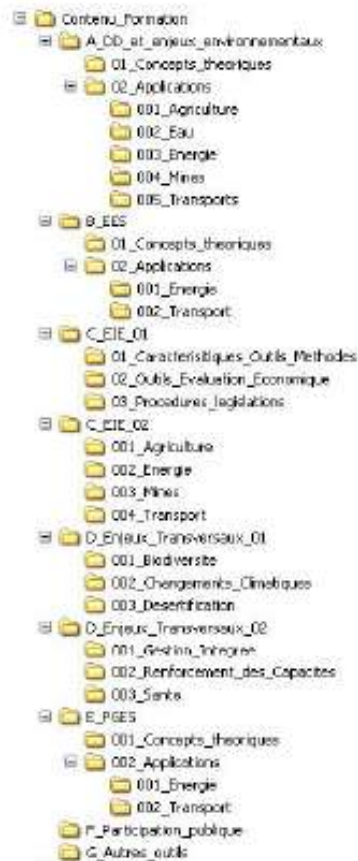
Les neuf dossiers du sous-répertoire "Contenu_Formation" du cédérom sont les suivants :

- [Développement Durable et des Enjeux Environnementaux](#)
- [Évaluation Environnementale Stratégique \(EES\)](#)
- [Étude d'Impact sur l'Environnement \(ÉIE - partie 1\)](#)
- [Étude d'Impact sur l'Environnement \(ÉIE- partie 2\)](#)
- [Enjeux Transversaux, composé des volets \(Biodiversité, Changements climatiques et Désertification\)](#)
- [Enjeux Transversaux, composé des volets \(Gestion intégrée des ressources en eau, Renforcement des capacités et Santé\)](#)
- [Plan de Gestion Environnementale et Sociale \(PGES\)](#)
- [Participation publique](#)
- [Autres Outils \(audit environnemental, bilan carbone...\)](#)

Le cédérom contient en outre des répertoires de [liens utiles](#), des [publications pertinentes](#) en évaluation environnementale, une section sur les [actes produits](#) par le SIFÉE ainsi que des études de cas en évaluation environnementale réalisées dans le cadre du programme [MOGED](#) de l'IEPF.

La structure des dossiers et sous-dossiers sur le cédérom est illustrée par la figure ci-dessous.

Figure – Image de la structure des répertoires du contenu principal de formation



La réalisation de ce cd-rom a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'IEPF dans le cadre de l'arrêté de subvention NIR : IEPF/99BC9897/OP16.4/2009. La coordination et la mise en œuvre ont été assurées par la direction du SIFÉE. Les personnes ressources suivantes sont intervenues à cet effet :

Coordination :

Karim SAMOURA , directeur général du SIFÉE
Faouzia ABDELALIK, responsable de programme, IEPF

Réalisation :

Karim SAMOURA , directeur général du SIFÉE
Aminatou BARRY, stagiaire, Université Montesquieu Bordeaux IV, France
Andrée Lyne ALLAIRE , Adjointe de direction au SIFÉE

Validation :

Faouzia ABDELALIK, IEPF
Jean HEBERT , Hydro-Québec
Jean-Philippe WAAUB, UQAM

Nous contacter :

Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE)
705, rue Bourget, Suite 307
Montréal (Québec)
H4C 2M6 (Canada)
Téléphone: +1 514 288-2663
Télécopieur: +1 514 288-7701

Adresse électronique :
sifee@sifee.org

ANNEXE 2

Liste des organismes membres du SIFÉE

Associations

BÉNIN

Association béninoise des professionnels en évaluation environnementale (ABPÉE)
M. Georges LANMAFANKPOTIN

BURKINA FASO

Association des études d'impacts environnementaux (AÉIE)
M. Oumar TRAORÉ

BURUNDI

Groupe d'Etude et de Recherches en Population-Environnement et Développement (GERPED)
M. François NKURUNZIZA

CAMEROUN

Association camerounaise pour l'évaluation environnementale (ACAMÉE)
M. Dieudonné BITONDO

Forum Énergies Renouvelables-Développement Durable et Solidarité Internationale (FERDEDSI)
Mme Marthe DJUIKOM

CANADA-QUÉBEC

Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)
Mme Françoise MONDOR

COTE-D'IVOIRE

ONG bien-être et environnement (BIEEN)
Mme Ouattara KADIATOU

FRANCE

Association française des ingénieurs écologues (AFIÉ)
M. JM GASPERI

GABON

Agence pour le développement de l'information environnementale (ADIE)
M. Bambé DANSALA

MADAGASCAR

Service d'appui à la gestion de l'Environnement (SAGE)
Mme Tiana Eva RAZAFINDRAKOTO

MALI

Association malienne pour les études d'impacts sur l'environnement (AMÉIE)
M. Seydou KEITA

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Club des Amis du Japon (CAJ)
M. Ousmane Ibrahima BAH

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Association nationale pour l'évaluation environnementale (ANÉE-RDC)
M. Nicolas SHUKU ONEMBA

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Association Centrafricaine des Professionnels en Évaluation Environnementale (ACAPÉE)
M. Paul DOKO

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Association nigérienne des professionnels en étude d'impact environnemental (ANPÉIE)
M. Hassane KIMBA

TOGO

- Association togolaise des professionnels en évaluations environnementales (ATPÉE)
M. Bogonou K. DJERI-ALASSANI

Organismes gouvernementaux

BÉNIN

Agence béninoise pour l'environnement (ABE)
M. Sabi Sommè OROUYÉ

CANADA - QUÉBEC

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)
M. Pierre RENAUD

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)
M. Robert JOLY

FRANCE

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)
M. Marc LANSIART

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT)
M. Sylvain MONTEILLET

MADAGASCAR

Office national pour l'environnement (ONE)
Monsieur Le Directeur Général

MAROC

Office national de l'eau potable (ONEP)
M. Samir BENZAÏD

NIGER

Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact (BEEEI)
M. Hassane KIMBA

Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger
M. Dieudonné GOUDOU

**Firme de moins de 25 employés en environnement
(bureau d'études)**

CAMEROUN

Société Africaine d'Expertise (SAFEX)
M. Richard NDÉMANOU

CANADA - QUÉBEC

CRC Sogema Inc.
M. Jean-Yves LALANDE

CONGO - BRAZZAVILLE

Eco Durable (E.D-Sarl)
M. Jean Albert Placide KAYA

MADAGASCAR

Land-Ressources Sarl
M. Paul-André TURCOTTE

MALI

ENVIRO-CONSULT
M. Amadou KONÉ

Groupe d'Experts pour le Développement Durable (GEDD)
M. Oumar KEITA

Vox Novia

M. Martin YELKOUNI

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Société de commerce général, d'études et
d'entrepreneuriat privé (SOCOGEEP)
M. Christophe MANGONGO LOBOKO

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Cabinet d'études, de consultation et de réalisation en
environnement et développement durable (CECRED-
SARL)

M. Maadjou BAH

Tropic Environnement

M. Mahmoud BALDÉ

TOGO

Communauté électrique du Bénin (CEB)
Monsieur le directeur général

AT Consulting SARL

M. Joel AGBEMELO

**Firme de plus de 100 employés en environnement
(bureau d'études)**

CANADA-QUÉBEC

Hydro-Québec Équipement et SEBJ
M. Michel BÉRUBÉ

Universités et centres de recherche

BURKINA FASO

Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de
l'Environnement (2iE)
Monsieur Le Directeur Général

CANADA - QUÉBEC

Groupe d'études interdisciplinaires en géographie et
environnement régional de l'Université du Québec à
Montréal (UQAM-GEIGER)
M. Jean-Philippe WAAUB

CÔTE-D'IVOIRE

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire
(CSRS)
M. Bassirou BONFOH

FRANCE

Groupe école supérieure d'agriculture d'Angers (Groupe
ESA)
M. Robert BIAGI

GUINÉE (RÉPUBLIQUE DE)

Centre de recherche scientifique de Conakry-Rogbane
(CERESCOR)
M. Souleymane SY SAVANE

Centre d'études et de recherches en environnement
(CÉRE)

M. Ibrahima BOIRO et M. Dan Lansana KOUROUMA

MALI

Chaire UNESCO pour l'environnement
M. Messaoud LAHBIB

Institut national de formation en science de la Santé
(INFSS)

M. A. Aba TOUÉ